

Herwig Lerouge

L'Allemagne des années trente

Le Parti Socialiste

ouvre la voie à Hitler



1993

PTB-Editions

Bd.M.Lemonnier 171

B-1000 Bruxelles

Belgique

Tél. 02 513 77 60

Fax. 02 513 98 31

Ce document peut être recopié, traduit et diffusé par tous nos amis.

L'éditeur demande seulement de signaler l'origine du document.

L'éditeur aimerait recevoir une copie des traductions dans d'autres langues.

Adressez vos commandes à notre adresse ci-dessus.

Vous pouvez également y obtenir une liste complète des documents, livres et brochures édités et diffusés par le Parti du Travail de Belgique.

Compte Chèque Postaux:

000-1331025-88

PTB-Editions, 1000 Bruxelles I

Belgique

Le Parti Socialiste ouvre la voie à Hitler

Herwig Lerouge

Sans la trahison du Parti Socialiste Allemand, le fascisme n'aurait jamais triomphé en Allemagne dans les années trente

L'attitude des diverses forces politiques allemandes face à l'ascension du fascisme dans les années trente est devenue un argument dans le débat politique sur la stratégie antifasciste à suivre aujourd'hui.

A l'occasion de la manifestation antiraciste du 22 Mars 1992, le POS, trotskiste de la tendance IV^{me} Internationale, a publié une attaque contre la stratégie antifasciste du PTB en puisant des arguments dans l'histoire du mouvement ouvrier de cette époque. Un tract intitulé "Le mouvement antiraciste, le PTB et nous" affirme: *"Le PTB reproduit trait pour trait la politique criminelle du Parti Communiste Allemand (PCA) d'avant 1933. Le PCA aussi expliquait qu'il était le "seul parti antifasciste", il traitait la social-démocratie "d'allié du fascisme" plus dangereux que le fascisme lui-même car portant un "masque de gauche". Le PCA aussi sous-estimait totalement la différence fondamentale entre la dictature fasciste et la démocratie parlementaire bourgeoise. Le résultat a été une division criminelle de l'unité d'action contre le fascisme et en fin de compte la victoire de Hitler contre tout le monde."*(1)

Une tendance trotskiste rivale, le groupe "De Vonk", a édité une brochure destinée à des jeunes désireux de combattre les néo-nazis du Vlaams Blok. Sa version de l'histoire sonne ainsi: *"Entre la fin de la Première Guerre Mondiale et l'arrivée au pouvoir de Hitler, les ouvriers allemands ont essayé plusieurs fois d'instaurer le socialisme... Mais à chaque tentative de révolution la direction hésita à faire le pas décisif vers la prise du pouvoir par les ouvriers... Le fait que ni le Parti Socialiste Allemand (PSA), ni le Parti Communiste Allemand n'apportèrent une solution fondamentale (alors que cela leur était tout à fait possible) et refusèrent de prendre le pouvoir, conduisit à une démoralisation toujours plus grande, aussi parmi les ouvriers. Même à ce moment (lors de la montée des fascistes, ndlr), les dirigeants du PSA et du PCA refusèrent d'arrêter la marée fasciste et d'appeler à la résistance. La direction du PCA alla même jusqu'à attaquer des meetings socialistes ensemble avec les nazis. ...Ainsi le fascisme a eu l'occasion de faire ce à quoi il était destiné: construire une machine capable de détruire complètement toute l'organisation des ouvriers afin de briser toute résistance des ouvriers à la politique de crise du système... ceci fut facilité par le fait que la classe ouvrière allemande était paralysée par la politique anti-PSA du PCA. Staline, le dirigeant de l'Internationale Communiste à l'époque trouvait que le fascisme et le socialisme étaient en fait des jumeaux... Mais il y eut aussi le pacifisme et l'indécision du PSA. Et ceci dans une situation où les ouvriers au sein du PSA s'étaient organisés en milices ouvrières (le Schutzbund). Si la direction du PSA*

avait engagé dès le début ces milices contre les nazis, ceux-ci ne seraient jamais devenus aussi grands."(2)

Il y a sans aucun doute beaucoup de leçons à tirer de l'expérience historique de la lutte antifasciste en Allemagne dans les années vingt et trente. Mais celui qui veut arriver à des conclusions correctes doit partir de la réalité et adopter le point de vue de la classe ouvrière.

Leur aveuglement anticommuniste amène les trotskistes à falsifier l'histoire du mouvement ouvrier allemand de l'entre-deux-guerres à un point tel que même la mauvaise qualité de l'enseignement de l'histoire dans nos écoles ne saurait excuser. Nous sommes en présence d'un véritable "révisionnisme" trotskiste à l'instar de celui pratiqué par certains historiens néo-nazis à propos des camps de concentration.

Avec le double langage qui est devenu chez eux une deuxième nature, ils prennent des airs de "purs et durs" et critiquent aussi bien les socialistes que les communistes. "La direction du mouvement ouvrier" porte une lourde responsabilité dans l'arrivée au pouvoir de Hitler. Mais dès la deuxième phrase, nous apprenons que les erreurs de "la direction" sont surtout à mettre au compte des communistes et évidemment, de Staline d'abord. La politique des communistes est ensuite qualifiée de "criminelle" tandis que le Parti Socialiste a eu le tort d'avoir été trop "pacifiste et passif". Leurs thèses proviennent toutes de Trotsky qui peut à juste titre être qualifié de parrain des historiens anticommunistes. Ses affirmations comme quoi la fraction Staline du PCUS avait embrigadé l'Internationale communiste et les pro-Staliniens dans les partis communistes au seul service des intérêts de l'URSS étaient du pain bénit pour les propagandistes de la guerre froide. Elle a aussi été reprise avec gratitude par tous les historiens dont la tâche consiste à jeter le voile de l'oubli sur l'histoire honteuse et criminelle de la social-démocratie allemande entre les deux guerres. Elle a acquis le statut de version quasi officielle. Ainsi, dans la question de la lutte antifasciste aussi, les trotskistes font honneur à leur rôle de porteurs d'eau de la social-démocratie.

Le POS veut mettre le mouvement antifasciste à la traîne de la social-démocratie. Pour "De Vonk", le Parti Socialiste est le plus sûr rempart contre le fascisme, à condition toutefois de renforcer son aile gauche (trotskiste). Mais les antifascistes sont invités à ne suivre en aucun cas "la voie criminelle des communistes".

La voie des trotskistes sème des illusions dans la volonté et la capacité de la direction de la social-démocratie à s'opposer au fascisme. Elle condamne le mouvement antifasciste à la passivité et la capitulation. Elle détourne les jeunes antifascistes de la seule véritable alternative au fascisme, le socialisme et de la seule arme pour y parvenir: le Parti Communiste.

Pour tirer les leçons de l'expérience tragique de la défaite du mouvement ouvrier en 1933, commençons par écrire la version de l'histoire vue de notre côté de la barricade, celui du mouvement ouvrier révolutionnaire.

La direction du mouvement ouvrier allemand a-t-elle hésité à plusieurs reprises à prendre le pouvoir entre 1918 et 1933?

L'auteur de la brochure de "De Vonk" a raison sur un point. Pour comprendre comment le fascisme est arrivé au pouvoir en Allemagne, il ne suffit pas d'analyser les événements des deux ou trois années précédant le 31 janvier 1933.

Le "Vonk" écrit: *"Entre la fin de la Première Guerre Mondiale et l'arrivée au pouvoir de Hitler, les ouvriers allemands ont essayé plusieurs fois d'instaurer le socialisme... Mais à chaque tentative de révolution la direction hésita à faire le pas décisif vers la prise du pouvoir par les ouvriers... Le fait que ni le Parti Socialiste Allemand (PSA), ni le Parti Communiste Allemand (PCA) n'apportèrent une solution fondamentale (alors que cela leur était tout à fait possible) et refusèrent de prendre le pouvoir, conduisit à une démoralisation toujours plus grande, aussi parmi les ouvriers."*(3)

Palme Dutt, le théoricien communiste dans la question du fascisme, semble confirmer ce propos: *"L'établissement de la dictature fasciste ne fut que l'ultime aboutissant d'un long processus qui débutait déjà en 1918 lorsqu'Ebert et Hindenburg rédigeaient les termes d'un traité d'alliance contre la révolution prolétarienne. Des critiques superficiels parlent souvent, les yeux fixés sur les seuls événements de 1933, de la "défaillance soudaine", de la déshonorante "défaite sans bataille" de la classe ouvrière d'Allemagne... Ils parlent de la "facilité" avec laquelle le fascisme a gagné la victoire, et de "l'incapacité" à combattre des travailleurs allemands. Ce tableau est faux. Le combat que la classe ouvrière d'Allemagne a livré à la contre-révolution en marche a duré quinze années avant que la dictature fasciste ne puisse être instaurée; dans cette lutte, des dizaines de milliers d'ouvriers perdirent la vie sous les balles de l'ennemi, et, si, finalement les forces prolétariennes durent battre en retraite et ne purent empêcher l'établissement de la dictature fasciste, ce ne fut pas par suite de la supériorité combative du fascisme, mais bien seulement parce que l'action des travailleurs fut paralysée et contrariée par celle de leurs propres chefs et par leur discipline, leur loyauté mal comprise envers ces chefs."*(4)

Mais en parlant des chefs qui ont paralysé les travailleurs, Palme Dutt ne vise pas du tout les mêmes chefs que les trotskistes.

Parler de "la" direction du mouvement ouvrier allemand, comme le font les trotskistes, est une escroquerie politique. Mettre sur le même pied l'attitude du PCA et du PSA face aux différentes tentatives de révolution entre 1918 et 1923 est une tromperie anti-communiste primaire.

Qu'était "la direction du mouvement ouvrier allemand"?

La direction du mouvement ouvrier dans toute l'Europe s'est scindée définitivement en deux grands courants dès 1914. Il n'en a pas été autrement en Allemagne. La guerre a révélé la dégénérescence totale du Parti Socialiste Allemand. Avant 1914, les textes de congrès faisaient encore référence aux principes révolutionnaires de Marx et de Engels. Mais dans leur politique pratique, les dirigeants avaient petit à petit rejeté tous ces principes pour passer complètement du côté de l'ordre capitaliste. Sous l'influence des théories de E. Bernstein, leur socialisme se limitait à l'obtention de réformes sociales dans le cadre du système existant. Le député socialiste Bernstein déclare que *"la social-démocratie ne désire pas dissoudre cette société et en prolétarianiser tous ses membres. Elle travaille plutôt sans relâche à faire accéder l'ouvrier encore placé dans la condition d'un prolétaire à celle d'un bourgeois et à par conséquent à généraliser la condition bourgeoise."*(4bis) Quinze ans plus tard, les ouvriers ne connaîtront pas la condition bourgeoise, mais les tranchées de la Première Guerre Mondiale. Trente-quatre ans plus tard, ce sera le fascisme et la Deuxième

Guerre Mondiale. Aujourd'hui, presque cent ans plus tard, la classe ouvrière d'Europe risque de se voir rejetée à l'époque de Bernstein avec un chômage massif et des guerres civiles et impérialistes. Le Tiers Monde, la majorité de la classe ouvrière mondiale, est dans une situation plus dramatique que jamais auparavant. Les 40.000 enfants qui meurent chaque jour dans le monde sont la preuve sanglante de la faillite des théories de Bernstein. Jamais les pauvres n'ont été plus pauvres et les riches plus riches.

En 1914, la pratique de collaboration des classes des socialistes allemands s'est transformé en social-chauvinisme et économisme impérialiste. Ils ont déclaré que les ouvriers avaient intérêt à la guerre de conquête de leurs capitalistes. Plus ceux-ci conquerraient des territoires et plus les travailleurs bénéficieraient des profits accrus issus de ces conquêtes. Cela aussi avait été préparé par les théories de Bernstein. Celui-ci justifia en 1903, au Congrès de Dresde la colonisation et ses atrocités: *"Sans progrès de notre économie dans les colonies, la misère actuelle en Europe, que nous nous efforçons d'éliminer, serait infiniment plus grande... Même comparé au passif des atrocités coloniales, l'avantage tiré des colonies pèse toujours plus lourdement dans la balance."*(4ter) Il ne reculera même pas devant le racisme pour fournir à la bourgeoisie des arguments justifiant la conquête des colonies: *"On ne saurait reconnaître aux sauvages qu'un droit restreint sur le sol qu'ils occupent. La civilisation supérieure y possède un droit supérieur. Ce n'est pas la conquête, mais la mise en valeur du sol qui donne le titre juridique et historique à son utilisation."*(4quater)

Il prêche la solidarité avec sa propre bourgeoisie contre les peuples opprimés des colonies. Mais il prépare aussi déjà les esprits à la guerre contre la Russie, car *"un pays où la très grande majorité de la population se compose de paysans ignares et dépourvus de toute volonté politique peut constituer à tout moment un danger pour ses voisins."*(4cinq)

Au lieu d'exclure de tels bourgeois, la direction du Parti Socialiste Allemand les toléra et permit ainsi que petit à petit leurs idées gagnaient la majorité du parti. On ne s'étonnera pas qu'en 1914, on ne trouva aucun député socialiste allemand pour s'opposer au vote des crédits pour la terrible Première Guerre Mondiale.

Espérons que le drapeau allemand flottera toujours sur Anvers

Le 4 août 1914 éclate la première Guerre Mondiale.

A l'époque, tous les socialistes, tant les actuels sociaux-démocrates que les communistes, étaient réunis au sein de la Deuxième Internationale. Lorsque la guerre éclata, l'immense majorité des dirigeants socialistes, ceux qui allaient devenir les dirigeants des partis socialistes actuels, se sont rangés du côté de leur propre bourgeoisie. 1914 sonna le glas de la solidarité internationale entre les partis socialistes de l'Europe.

Ils ont tous voté les crédits pour la guerre et dans plusieurs pays, ils sont entrés dans les gouvernements bourgeois pour y participer à la direction de la guerre. Ils ont repris les slogans de leurs bourgeoisies respectives: les socialistes belges ont appelé les ouvriers belges à défendre "la patrie" contre les ouvriers allemands, les socialistes allemands ont fait de même de leur côté.

Le jour de l'invasion de la Belgique par les troupes allemandes, le 4 août 1914, le journal socialiste "Hamburger Echo" appelle les travailleurs à se lancer dans la boucherie au profit de l'Empereur et de Krupp: *"Nous devons nous jeter dans l'ouragan sanglant, nous devons protéger la patrie. Le front est tant à l'Ouest qu'à l'Est... Et si par malheur la situation devenait encore plus grave, il nous faudra serrer les dents et résister."*(5) Le même jour, les députés socialistes votent les crédits de guerre.

En octobre 1914, le "Courier", organe du syndicat socialiste des transports de

Hambourg écrit: *"Aujourd'hui, le drapeau allemand flotte sur Anvers... Espérons que ce soit pour toujours..."*(6)

Tourner les armes contre la bourgeoisie de son pays

Les futurs communistes, dont les bolchéviks sous la direction de Lénine, Lénine définissent la guerre comme impérialiste. Elle vise à *"... s'emparer de territoires et asservir des nations étrangères, ruiner la nation concurrente, piller ses richesses, détourner l'attention des masses laborieuses des crises politiques intérieures de la Russie, de l'Allemagne, de l'Angleterre et des autres pays, diviser les ouvriers par le mensonge nationaliste et décimer leur avant-garde pour affaiblir le mouvement révolutionnaire du prolétariat..."*(7) Ils préconisent *"... une vaste propagande dans l'armée (et) sur le théâtre des opérations en faveur de la révolution socialiste et de la nécessité de tourner les armes non contre ses frères, les esclaves salariés des autres pays, mais contre les gouvernements et les partis réactionnaires et bourgeois de tous les pays... une lutte impitoyable contre le chauvinisme et le "patriotisme"... En appeler contre les leaders de l'Internationale actuelle qui ont trahi le socialisme, à la conscience révolutionnaire des masses ouvrières sur lesquelles tombe le poids de la guerre..."*(8)

Très vite se forme au sein du PSA une opposition contre la politique des dirigeants. Six mois après le début de la guerre, Karl Liebknecht refuse de voter la prolongation des crédits de guerre. Sous le mot d'ordre "l'ennemi principal se trouve dans le pays", il fonde le 5 mars 1915, avec Rosa Luxemburg, Franz Mehring et Clara Zetkin le groupe "Internationale" qui deviendra "Spartakus". Ils entament, avec beaucoup de faiblesses et sans ouvertement faire la propagande pour la révolution socialiste, la lutte contre les fauteurs de guerre dans leur propre pays. Le premier mai 1916, Liebknecht est arrêté et accusé de "haute trahison". Son arrestation provoque une vague de protestations qui commence avec une grève de 50.000 ouvriers berlinois.

La direction du Parti socialiste ne tolère en son sein aucune opposition à la guerre. En janvier 1917, elle exclut même les centristes, dont Karl Kautsky. Ceux-ci sont contre la guerre, mais partisans du parlementarisme bourgeois. Tout en étant pacifistes, ils s'opposent à la transformation de la guerre impérialiste en révolution socialiste. En avril 1917, certains des exclus fondent le Parti Socialiste Indépendant Allemand. Malgré les positions ambiguës des dirigeants du nouveau parti, une grande partie des ouvriers révolutionnaires et les Spartakistes y adhèrent.

La clarification définitive se fera le 30 décembre 1918, lors de la fondation du Parti Communiste Allemand à partir du groupe Spartakus. A la fin de 1920, le PCA fusionnera avec l'aile gauche du Parti Socialiste Indépendant Allemand. Les centristes retourneront au Parti Socialiste.

A partir de 1918, on ne peut donc plus parler de la direction du mouvement ouvrier allemand. Dès ce moment, il y a en Allemagne deux directions. A chaque soulèvement, les Spartakistes, la gauche du Parti Socialiste Indépendant Allemand et plus tard le Parti Communiste Allemand (PCA) dirigeront la classe ouvrière révolutionnaire. Face à eux, dans l'autre camp, du côté de la bourgeoisie, à la tête de la police, du côté des massacreurs du peuple se trouvera à chaque fois, la direction du Parti Socialiste.

En parlant de la direction du mouvement ouvrier, cet historien trotskiste cache le rôle criminel joué par la direction du PSA et escamote le rôle héroïque des communistes allemands durant toute cette période historique. Il gomme la contradiction de classe entre la ligne du PSA et celle du Parti Communiste. Il y a une distinction fondamentale entre les erreurs et les faiblesses éventuelles des communistes dans la direction du combat des travailleurs et les crimes commis par les socialistes dans la défense de

l'ordre bourgeois. Les trotskistes se placent sur une autre position de classe. Les massacres commis par les socialistes deviennent des "erreurs" et la politique des communistes devient "criminelle". En parlant de la direction du mouvement ouvrier allemand, les trotskistes commettent donc une escroquerie politique. Mettre sur le même pied l'attitude du PCA et du PSA dans les différentes situations révolutionnaires entre 1918 et 1923 est une tromperie anticommuniste primaire. Quel a été le rôle de ces partis dans ces insurrections?

La révolution de novembre 1918: le Parti Socialiste confisque la révolution au profit de la bourgeoisie

Les dirigeants du Parti Socialiste complotent avec les bourgeois et la noblesse pour sauver l'Empire...

Après avoir soutenu la guerre impérialiste dès le début, le Parti Socialiste vole au secours du régime discrédité dès la fin de celle-ci. "En septembre 1918, le gouvernement du Reich se voit dans l'obligation d'admettre que la guerre... est perdue. Le peuple allemand est à bout de souffle. Les difficultés de ravitaillement vont en s'aggravant. Des grèves éclatent. Afin de sauver l'existence de la monarchie... les dirigeants du régime encore au pouvoir instaurent début octobre 1918 le système parlementaire. Sous la présidence du prince Max de Bade est constitué un gouvernement... dont font partie les socialistes majoritaires. On décide des réformes du droit électoral et de la Constitution... Mais les réformes viennent trop tard. La monarchie parlementaire ne peut se maintenir au pouvoir."(9)

... et les Spartakistes préparent la révolution

Le 3 novembre 1918, les matelots de la flotte allemande à Kiel se mutinent. Dès le 7 octobre, les Spartakistes avaient préparé ce soulèvement lors d'une conférence nationale avec les représentants des Gauches de Brême et de Hambourg. Les participants y avaient adopté les mots d'ordre suivants: constitution de conseils d'ouvriers et de soldats, levée de l'état de siège, libération des prisonniers politiques, abrogation de la loi sur le travail obligatoire, réduction de la journée de travail... expropriation des banques, des mines, de la sidérurgie, de la moyenne et grande propriété foncière... suppression des divers Etats du Reich et constitution d'une République allemande socialiste.(10) La révolte des marins déclenche la révolution allemande de 1918.

L'insurrection s'étend rapidement à d'autres régions: des usines d'armement sont occupées, les ouvriers et les soldats s'emparent de casernes et de postes de police. Ils libèrent les prisonniers politiques. Inspirés par la révolution russe, ils créent des "conseils d'ouvriers et de soldats". Dans plusieurs grandes villes, ces conseils deviennent les véritables organes du pouvoir. A Hambourg, le 6 novembre, après seulement 18 heures de combats, les forces militaires réactionnaires sont défaites et un conseil provisoire des ouvriers et des soldats est constitué. Le 8 novembre, plus de 100.000 ouvriers de toutes les entreprises de la ville élisent un Grand Conseil Ouvrier de 600 membres. Celui-ci élit un exécutif composé de 30 membres. Dix-huit d'entre eux sont élus directement par les délégués. Les 12 autres doivent être désignés par le Parti Socialiste, le Parti Socialiste Indépendant, les syndicats et les radicaux de gauche. Les quelques dizaines de milliers de soldats révolutionnaires élisent à leur tour 30 membres pour l'exécutif.

Limiter la révolution à la révolution bourgeoise ou créer un Etat des ouvriers et des soldats?

A Berlin, Le 8 novembre, le groupe Spartakus et les délégués révolutionnaires des usines appellent à la grève générale et à l'insurrection armée. Le "Vorwärts", journal du Parti Socialiste par contre, freine des quatre fers: *"Pour avoir une chance de réussir, les actions doivent être soutenues par l'ensemble des ouvriers. Le moment de telles actions n'est pas venu. N'écoutez donc pas les mots d'ordre lancés par une minorité irresponsable."*(11)

Mais en Bavière et partout, les familles nobles règnantes sont balayées. Le 9 novembre, la révolution obtient une première victoire importante: la monarchie est abolie et la fin de la guerre est déclarée.

Les dirigeants socialistes tentent de vendre ce succès comme la victoire finale de la révolution. Dans un discours au balcon du Reichstag, le dirigeant socialiste Scheidemann proclame la République allemande. Il dit que *"le peuple allemand a vaincu sur toute la ligne."*(12) Pour Ebert, ministre socialiste, *"La tâche la plus urgente des socialistes consiste à préserver le peuple allemand de la guerre civile et de la famine. Ils ne veulent pas que des réformes viennent encore aggraver une situation déjà critique. Le parti socialiste essaye à tout prix d'éviter une radicalisation de la révolution sur le modèle russe."*(13)

Mais du haut du balcon du palais impérial, Karl Liebknecht met en garde: *"Nous avons détruit l'ancien régime, mais cela ne signifie pas que notre tâche soit terminée. Nous devons travailler de toutes nos forces pour construire le gouvernement des ouvriers et des soldats et pour créer un nouvel Etat des ouvriers et des soldats, un nouvel ordre du prolétariat, un ordre où règnent la paix, le bonheur et la liberté."*(14) Contrairement aux socialistes, Spartakus rejette le parlementarisme bourgeois. Il exige la généralisation du système des conseils d'ouvriers et de soldats comme véritables organes du pouvoir ainsi que la socialisation de l'industrie lourde et de la grande propriété foncière.

La double tactique du PSA

Incapables d'arrêter le mouvement révolutionnaire, les dirigeants socialistes essaient d'en prendre la direction pour mieux l'étouffer. Noske, député socialiste, est envoyé à Kiel où il se fait élire président du conseil ouvrier. Tout de suite il exige que les ouvriers rendent leurs armes. Mais il n'est pas suivi.

Le 9 novembre, les dirigeants du PSA forment avec les centristes du PSIndépendant (Kautsky) un nouveau gouvernement qu'ils nomment démagogiquement "Conseil des députés du peuple". Ebert devient chancelier. Les Spartakistes sont longtemps restés un groupe de pression au sein du Parti Socialiste Indépendant. Contrairement aux bolchéviks, ils n'ont pas construit leur propre organisation. La force de l'organisation de l'ancien Parti Socialiste, le sens de la discipline des ouvriers allemands et la faiblesse organisationnelle de Spartakus ont permis au Parti Socialiste d'obtenir la majorité au Congrès des délégués ouvriers et soldats. Ce congrès décide le 20 décembre d'ordonner des élections à l'Assemblée Nationale Constituante. Il se prononce ainsi contre les soviets et pour le parlementarisme bourgeois, signe son arrêt de mort et abandonne le pouvoir aux partis bourgeois.

Une fois ces réformes bourgeoises démocratiques obtenues, la direction du Parti Socialiste, maintenant au pouvoir, se prépare à écraser dans le sang la révolution allemande. Car tout en prenant la tête de la révolution, les dirigeants socialistes complotent avec les bourgeois et les généraux impériaux pour préparer l'écrasement des forces révolutionnaires.

Dans la nuit du 10 novembre, Ebert conclut un accord avec le général Groener,

l'assistant du commandant en chef de l'armée, le maréchal von Hindenburg, celui même qui en 1933 nommera Hitler chancelier.

"*Nous nous sommes alliés contre le bolchévisme*", dira plus tard Ebert devant une commission d'enquête.(15)

Voici comment les historiens sociaux-démocrates allemands eux-mêmes décrivent la ligne d'Ebert: "*Ebert essaie de maintenir en marche les rouages de l'Etat. Il maintient dans ses fonctions l'administration civile ci-devant impériale et ne croit pouvoir réaliser le rapatriement de l'armée et le ravitaillement de la population autrement qu'avec l'aide de l'état-major de l'armée impériale... Les socialistes majoritaires ne voient des menaces pour l'existence de l'Etat que dans les groupements extrémistes révolutionnaires, ils n'en voient nullement dans les courants contre-révolutionnaires... les forces restées fidèles au régime autoritaire déchu, toujours présentes dans l'administration, la magistrature, l'armée et l'industrie, sentent qu'elles ont de nouveau le vent en poupe.*"(16)

Quelqu'un doit être le chien sanguinaire

Le 6 décembre, l'armée tue quatorze ouvriers à Berlin. Fin décembre, à Berlin, Ebert recourt à des éléments de l'ancienne armée pour mater une mutinerie de marins. Après un ultimatum de dix minutes, il fait donner le canon et en tue 60. Mais l'armée, où beaucoup de soldats refusent de tirer, finit par être désarmée par le peuple.

Le 6 janvier 1919, la grève est générale à Berlin. La révolution est sur le point de triompher.

A ce moment, Noske prend la charge des affaires militaires dans le gouvernement Ebert, d'où sont partis les socialistes indépendants. Il met sur pied les "Corps Francs", composés de volontaires issus de l'ancienne armée impériale. "*Certes, beaucoup d'entre eux étaient des officiers monarchistes, mais quand on veut construire une maison, il faut faire appel aux gens du bâtiment*", avoue-t-il.(17) Dans son autobiographie il écrit: "*Il faut que quelqu'un soit le chien sanguinaire, je n'ai pas peur de cette responsabilité.*"

Le 11 janvier, il entre dans Berlin à la tête des Corps Francs. En deux jours il écrase la révolution au prix du massacre de milliers d'ouvriers, de femmes et d'enfants. Il ne fait pas de prisonniers. Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht, les dirigeants de Spartakus, sont assassinés par des officiers prussiens. Le 12 janvier, le journal du Parti Socialiste, le Vorwärts, crie victoire et titre: "Spartakus écrasé".

Les révolutionnaires des grandes villes sont écrasés les uns après les autres. Les troupes commandées par des officiers de l'Empereur massacrent les insurgés. A Brême, Noske tue 100 ouvriers entre le 2 et le 5 février. Du 4 au 13 mars, une nouvelle "semaine sanglante" fera 1.200 morts et 10.000 blessés parmi le peuple de Berlin. Le même scénario se déroulera dans la Ruhr, à Halle, à Gotha et à Braunschweig. Munich sera la dernière ville à être soumise en juin 1919. Pendant six mois, les Corps Francs du socialiste Noske auront fait la chasse aux ouvriers et aux soldats révolutionnaires.

Le putsch de Von Kapp et l'armée rouge de la Ruhr

Noske prépare la voie

Dans la deuxième moitié de 1919, la bourgeoisie s'attaque aux conquêtes de la révolution. Elle essaye de supprimer la journée des huit heures et les droits des conseils d'entreprise. Les travailleurs répondent par des grèves.

Le 13 janvier 1920, Noske fait tirer sur des manifestants à Berlin. Quarante-deux ouvriers sont tués. La répression sanglante de la lutte ouvrière par le gouvernement

socialiste encourage les éléments d'extrême-droite. Les commandants des Corps Francs exigent que le gouvernement n'accepte pas la limitation de l'armée à 100.000 hommes prévue par le Traité de Versailles. Beaucoup d'officiers craignent de perdre leur place. Ils se regroupent autour de von Kapp, un féodal prussien et le 12 mars, ils marchent sur Berlin. L'armée officielle refuse de tirer, malgré les ordres de Noske. Le gouvernement s'enfuit. Les putschistes massacrent et pillent. Rien qu'à Leipzig 300 personnes sont tuées.

Le PCA appelle à la grève générale et exige l'armement du peuple. Beaucoup de socialistes suivent ces mots d'ordre et cette réaction décidée conduit à l'échec du putsch. Le 17 mars, von Kapp s'enfuit en Suède.

Dès son retour à Berlin, le gouvernement socialiste n'a de souci plus urgent que de désarmer la classe ouvrière victorieuse et de dissoudre les conseils ouvriers créés pendant la grève générale. Dans plusieurs villes, les ouvriers résistent, l'arme à la main, à ces tentatives. La grève générale contre von Kapp se transforme en lutte pour des revendications sociales.

L'armée rouge de la Ruhr

Cette fois, la Ruhr, le poumon industriel de l'Allemagne, est au centre des combats. Les ouvriers y ont mis sur pied des groupes armés dans les usines. Ces bataillons se trouvent sous une direction centrale constituée d'ouvriers communistes, socialistes et indépendants. Ils confisquent les dépôts d'armes militaires. Les ouvrières et les femmes d'ouvriers deviennent infirmières. Ainsi est créée une armée ouvrière, l'Armée Rouge de la Ruhr. En une semaine de temps, cette armée chasse les Corps Francs de toutes les grandes villes. Toute la région est libérée. L'ancienne administration est dissoute et ses tâches sont reprises par les conseils de travailleurs.

Les socialistes n'hésitent pas... à désarmer les ouvriers

Le gouvernement envoie alors le socialiste Severing pour négocier. Il exige que les ouvriers rendent les armes. Il promet que l'armée restera en dehors de la Ruhr, que les putschistes seront punis, que l'appareil d'Etat sera nettoyé des forces réactionnaires et que la grande industrie sera nationalisée. Malgré les mises en garde des communistes, beaucoup d'ouvriers socialistes font confiance à Severing et acceptent un accord. Mais dans la nuit du 2 au 3 avril, les troupes du général von Watter entrent dans la Ruhr. Les combats font des centaines de morts chez les ouvriers. Dans le village de Haltern, 65 hommes sont occupés à la construction d'un pont. Ils ne sont pas du tout impliqués dans les combats et à l'approche de l'armée, ils s'enfuient. Ils seront massacrés jusqu'au dernier homme. Les autres promesses de Severing sont tout aussi mensongères: les officiers qui ont dirigé le putsch ne seront jamais jugés, mais un ouvrier qui avait tiré sur un des participants au putsch s'est vu condamner à 15 ans de travaux forcés.(18)

L'insurrection de Hambourg

G. Badia appelle l'année 1923 l'année inhumaine. En quelques mois le mark perd toute sa valeur. Les prix montent de façon vertigineuse. La plupart des travailleurs ne disposent plus du minimum vital: à la fin d'octobre un ouvrier devait travailler deux jours pour 500 grs de beurre et vingt semaines pour se payer un nouveau costume. En même temps la grande industrie tire de la ruine de la grande masse des Allemands des profits provoquants. En quelques jours, elle se libère des dettes contractées pendant ou depuis la guerre: on emprunte, on place l'argent à l'étranger en devises fortes et on rembourse trois mois après en monnaie dévaluée.

Des grèves en front uni entre communistes, socialistes et sans-parti balaient le gouvernement de droite. Dans les usines se créent des directions syndicales révolutionnaires. En avril 1923, le Comité exécutif des conseils d'entreprise recommande la formation de groupes d'autodéfense révolutionnaires, sur une base paritaire (PSA et PCA). Il crée aussi des commissions de contrôle des prix qui passent à l'action directe contre les spéculateurs et les trafiquants dont elles confisquent les marchandises. Avec l'inflation croît un "climat de novembre 1918" qui fait peur à la bourgeoisie. Elle fait appel au Parti Socialiste pour participer au nouveau gouvernement et pour diviser le front de la grève. L'état de siège est proclamé dans toute l'Allemagne. Le général von Seeckt, soutenu par les dirigeants socialistes a les mains libres pour toutes les questions militaires. Il favorise la création de la "Reichswehr noire", une armée de réserve semi-officielle, composée d'anciens des Corps Francs et des membres d'organisations fascistes. Le 2 septembre 1923, un grand rassemblement fasciste est organisé à Nuremberg. Hitler, dont le parti compte à présent 50.000 membres y passe ses troupes en revue. L'idée de la "Marche sur Berlin" se répand en Bavière. Tous ce beau monde rêve d'imiter Mussolini. La classe ouvrière prépare la riposte. Partout se créent des comités d'autodéfense dans les entreprises. Le 1er mai 1923, 25.000 d'entre eux défilent à Berlin avec le brassard rouge. Le PCA crée un conseil militaire clandestin pour préparer l'affrontement avec la dictature militaire et la Reichswehr noire.

Le gouvernement ouvrier en Saxe et Thüringen

Entretemps s'est formé dans les Länder de Saxe et de Thüringen un gouvernement de coalition socialistes de gauche-communistes. Les ouvriers y sont prêts à ériger la dictature du prolétariat. Ils ont mis sur pied des milices ouvrières.

L'Internationale communiste avait donné son accord à cette participation gouvernementale. Elle y voyait une étape dans la préparation de la révolution dans l'ensemble du pays. Le parti devait utiliser ses positions dans les gouvernements de Saxe et de Thüringen pour armer le prolétariat. En même temps, les masses dans le reste de l'Allemagne devaient être mobilisées pour entrer en action le moment venu. (19) Le congrès du PCA du 28 janvier 1923 se prononce en faveur du "gouvernement ouvrier" dans ces circonstances révolutionnaires.

Mais le PCA n'est pas encore un véritable parti bochévik: des fractions existent et le débat politique se mène de façon fractionnelle. Les opportunistes de droite Brandler et Thalheimer dominant. Ils ne croient pas à l'action révolutionnaire, se cantonnent au niveau légal, n'envisagent que les accords au sommet et refusent de coordonner et de développer l'action des masses. Ils ne veulent rien entreprendre qui puisse mettre en danger les accords avec les socialistes de gauche. Leur gouvernement ouvrier est "une démocratie bourgeoise, basée sur des organes prolétariens et des mouvements de masse prolétariens." (20) Thälmann met en garde: "Quiconque s'imagine qu'un gouvernement ouvrier puisse être protégé par des moyens légaux, sans que le prolétariat lutte pour sa défense, s'apercevra qu'à la première occasion la bourgeoisie enverra au diable ces ouvriers assis dans des fauteuils ministériels." (21) C'est ce qui arrivera en Saxe et en Thüringen. Les opportunistes au gouvernement dans ces régions ne font rien pour préparer l'insurrection armée. Ils n'arment pas les 50.000 ouvriers comme prévu dans les plans du parti. Ils ne prennent aucune mesure pour satisfaire les revendications ouvrières: même pas une maison d'un riche n'est confisquée à une époque où beaucoup d'ouvriers sont sans abri.

Mais les dirigeants socialistes à Berlin ne tolèrent même pas ce gouvernement légal à participation communiste. Le 21 octobre 1923, Ebert envoie 80 trains remplis de militaires, de mitrailleuses et de munitions en Saxe.

Ces événements précipitent les décisions. L'appel à la grève générale, prévue pour le 9 novembre doit être avancé, alors que tous les préparatifs pour l'insurrection ne sont

pas terminés. Cette grève devait être le signal du départ de la résistance armée contre la dictature militaire et pour un gouvernement révolutionnaire du peuple dans toute l'Allemagne. Mais les dirigeants socialistes de Saxe rejettent ce mot d'ordre, suivis en cela par les opportunistes de Brandler. L'armée occupe toute la Saxe et renverse le gouvernement légal. Le même scénario se déroule en Thuringen.

Les ouvriers de Hambourg sauvent l'honneur du PCA

L'annonce de l'entrée des troupes en Saxe déclenche des arrêts de travail chez les dockers et les ouvriers des chantiers navals à Hambourg. Les conseils d'entreprise appellent à la grève générale et à l'insurrection armée dans toute l'Allemagne. Sous la direction du PCA, les ouvriers de Hambourg passent à l'insurrection armée. Le 23 octobre, ils occupent 17 commissariats et désarment la police. Pour se procurer des armes, ils envahissent les armureries. Trente minutes après le début de l'insurrection, ils se sont emparés de 170 fusils et de munitions. Toute la population participe: les uns en érigeant des barricades, les autres en apportant des repas chauds aux combattants ou en transmettant les messages d'un quartier à l'autre. La police n'arrive pas à reprendre les quartiers occupés par les ouvriers.

Les dirigeants socialistes assument alors le rôle de la police. 700 membres de l'organisation socialiste "Republik" remplacent les policiers dans les fonctions ordinaires, libérant ainsi la police pour le combat contre les révolutionnaires.

Ernst Thälmann dirige les combats. Il déclarera plus tard que dans ces journées, les ouvriers de Hambourg ont sauvé l'honneur du Parti Communiste. A cause de la trahison des Brandleristes, l'insurrection ne s'étendit pas au reste de l'Allemagne. Le Parti est obligé d'arrêter la lutte.

Choisir son camp

Le "gouvernement ouvrier" de Saxe et de Thuringen est sans doute le seul exemple dans l'histoire de l'Allemagne de Weimar où les socialistes de gauche et les communistes opportunistes ont "refusé de prendre le pouvoir", selon les termes de "De Vonk" cités plus haut. Mais que les trotskistes sachent alors que cette trahison des opportunistes dans le PCA a été sanctionnée par l'exclusion de Brandler et de son groupe de la direction du parti. Le "stalinien sectaire" Thälmann entre au Bureau Politique et il tire des événements la leçon qu'il faut transformer le PCA en un parti communiste discipliné, centralisé.

Et qu'on ne classe pas le Parti Socialiste dans le même camp. Une nouvelle fois, la direction de ce parti a écrasé la révolution.

Le 26 septembre 1923, le président socialiste, Ebert, proclame l'état d'urgence dans tout le pays. Le pouvoir exécutif est transmis au ministre de l'Armée, Geseler. Ebert remercerait plus tard, dans une lettre au même Geseler, la marine et l'armée pour leur soutien dans la répression sanglante de l'insurrection de Hambourg.(22)

Le 13 octobre, le Parlement vote avec l'aide des députés socialistes, une loi permettant de suspendre plusieurs droits constitutionnels. A la fin de 1923, le PCA est interdit. Il restera dans l'illégalité jusqu'au 1 mars 1924.

Plus de mille communistes sont emprisonnés. La presse communiste est interdite.

Une fois la sale besogne faite, la bourgeoisie jette les socialistes comme un torchon dont on n'a plus besoin. A partir de décembre 1924 commence une période de stabilisation du pouvoir de la bourgeoisie. Elle se passera des services des socialistes jusqu'en juin 1928. Avec l'aide américaine (23), l'Allemagne redevient une puissance économique et militaire.

Entre 1918 et 1923, le Parti Socialiste a jeté les bases pour l'avènement du fascisme

Il a remis en selle la réaction noire qui portera Hitler au pouvoir

Contrairement aux affirmations des trotskistes vonkistes, le Parti Socialiste n'a pas hésité à prendre le pouvoir. Il l'a pris en se servant des masses révolutionnaires. Ebert devint président et Scheidemann premier ministre.

Pour ce faire, les dirigeants socialistes ont remis en selle les forces réactionnaires au moment où elles étaient battues par l'insurrection. Ils leur ont donné les moyens d'écraser la révolution. Ils ont construit l'appareil d'Etat de la future République de Weimar en faisant appel à cette même réaction noire. Une des premières décisions du gouvernement socialiste en 1919 fut la remise sur pied de l'armée. Les anciens officiers de l'empereur furent mis à la tête des nouveaux bataillons. En 1914, 30% des officiers appartenaient à l'aristocratie. En 1932, il en restait encore 21%. Beaucoup de Corps Francs furent transformés en divisions de la nouvelle armée. Lors de l'engagement, on donna la préférence à ceux qui s'étaient distingués dans l'écrasement du soulèvement ouvrier. *"La social-démocratie a appris aux futurs fascistes le goût du sang ouvrier"*, dira S. Haffner. (24)

Le gouvernement socialiste Scheidemann ne toucha pas à la propriété des propriétaires terriens, les Junkers, ni à celle des grands capitalistes, bref, de tous ceux qui porteront les nazis au pouvoir. Dès 1924, Hitler disposa de fonds importants en provenance de certains gros industriels. Lors du procès contre lui pour tentative de coup d'Etat à Munich en cette même année, il apparut que *"les dernières années, la liste des soutiens financiers déclarés du mouvement national-socialiste devint extrêmement longue. Industriels, entrepreneurs, administrateurs de sociétés étaient aussi nombreux que sur une liste de souscription du Comité National Républicain aux Etats-Unis."* (25) En 1927 déjà, le trust de l'acier de la Ruhr, dirigé par Thyssen préleva, par le moyen d'une taxe spéciale obligatoire, une certaine somme pour le fonds électoral du parti national-socialiste. (26)

Pour créer et défendre la République bourgeoise de Weimar, la PSA n'a pas hésité à massacrer l'avant-garde ouvrière

La République démocratique bourgeoise de Weimar fut créée au milieu de flots de sang ouvrier. Les dirigeants socialistes ont écrasé toute insurrection révolutionnaire et décapité la classe ouvrière par l'extermination de son avant-garde communiste. Sans ces massacres et cette répression, la victoire du fascisme n'aurait jamais été possible. Une "Loi sur la protection de la République" (27) votée officiellement pour combattre les actes terroristes de l'extrême-droite, servit exclusivement à poursuivre la gauche révolutionnaire. Entre janvier 1919 et juillet 1922 (époque de gouvernements à participation socialiste), 22 assassinats politiques sont commis par des personnes se réclamant de la gauche contre 354 par des personnes se réclamant de la droite. Dix personnes de gauche sont condamnées à mort contre aucune personne de droite. La durée moyenne des peines est de 180 mois pour les personnes de gauche contre 4 mois pour les personnes de droite. (28) Entretemps, le ministre de l'Intérieur de Prusse, le socialiste Severing interdit les milices ouvrières.

Le PSA a toléré l'émergence du fascisme

Toute une nuée d'organisations fascistes s'est constituée comme un pouvoir politique de réserve pour la bourgeoisie au cours des premières années de Weimar. Parmi elles, les organisations Consul (29), Orgesch et Einwohnerwehr. Elles sont organisées de

façon militaire, attaquent des réunions ouvrières et assassinent des dirigeants ouvriers et des démocrates. Elles peuvent compter sur la collaboration de l'armée, sur l'argent de grands capitalistes et sur la protection de la justice. Elles sont tolérées par la social-démocratie, avec la complicité des impérialistes français et britanniques. Le désarmement prévu dans le Traité de Versailles ne leur est pas appliqué. L'ambassadeur anglais à Berlin, lord d'Abernon, écrit dans son journal en 1920: "... la dissolution de diverses organisations fascistes... équivaudrait à livrer à leurs plus grands ennemis les éléments d'ordre de la population. L'élément bourgeois ne peut, sans ces organisations, résister aux Rouges, qui sont un réel danger." (30)

Palme Dutt se demande: "Qu'est-ce qui incita les chefs social-démocrates à agir de cette façon qui ne pouvait en définitive que signifier également la destruction de leurs propres positions? En 1920, les ministres de la social-démocratie s'enfuyaient déjà de Berlin, la nuit, devant ces mêmes officiers qu'ils avaient eux-mêmes armés et équipés, et seule l'action ouvrière les sauva; en 1933, lorsque la résistance des masses eut été brisée davantage encore et la contre-révolution bien assise, leur parti fut formellement dissous, et ils durent s'exiler."

Il répond: "Ainsi que l'ont abondamment prouvé les mémoires qu'ils ont publiés, leur unique pensée en 1918 et 1919 fut de "sauver l'Allemagne du bolchévisme", c'est à dire, de sauver le régime capitaliste - toujours au nom de la "démocratie". Ceci, cependant, ils ne purent l'accomplir qu'en s'alliant aux classes les plus réactionnaires et militaristes, seules forces capables d'écraser la classe ouvrière... En période révolutionnaire, la lutte de classe ne connaît pas de demi-mesures: ou bien c'est la victoire de la révolution ouvrière, ou bien c'est le triomphe complet de la réaction." (31)

Les communistes par contre se sont battus du côté des ouvriers et des soldats révolutionnaires et ont payé de leur vie cette fidélité à la cause du prolétariat. Après avoir fait cette distinction entre les bourreaux et les victimes, nous devons aussi parler des erreurs dans notre camp. Mais c'est là un débat que nous ne menons pas avec des contre-révolutionnaires dont le seul but est de blanchir les "chiens sanguinaires" Noske et autres Ebert et de calomnier les communistes.

Le PCA et le PSA face à la montée du fascisme (1928-1933)

Le mensonge historique trotskiste: "Même à ce moment (lors de la montée des fascistes, ndlr), les dirigeants du PSA et du PCA refusaient d'arrêter la marée fasciste et d'appeler à la résistance. La direction du PCA alla même jusqu'à attaquer des meetings socialistes ensemble avec les nazis. ... Ainsi le fascisme a eu l'occasion de faire ce à quoi il était destiné: construire une machine capable de détruire complètement toute l'organisation des ouvriers afin de briser toute résistance des ouvriers à la politique de crise du système... ceci fut facilité par le fait que la classe ouvrière allemande était paralysée par la politique anti-PSA du PCA. Staline, le dirigeant de l'Internationale Communiste à l'époque trouvait que le fascisme et le socialisme étaient en fait des jumeaux... Mais il y eut le pacifisme et l'indécision du PSA. Et ceci dans une situation où les ouvriers au sein du PSA s'étaient organisés en milices ouvrières (le *Schutzbund*). Si la direction du PSA avait engagé dès le début ces milices contre les nazis, ceux-ci ne seraient jamais devenus aussi grands." (32)

La vérité historique: de 1928 à 1933, le PSA a surtout combattu pour la survie du capitalisme. Mais dans cette période de crise, devant l'alternative dictature fasciste ou

dictature du prolétariat, la social-démocratie, en tant que défenseur de la bourgeoisie, s'est rapproché toujours plus des méthodes terroristes du fascisme. Elle est devenue le marchepied pour le fascisme, seul moyen de maintenir le capitalisme dans la situation de l'Allemagne en 1933.

Au gouvernement, de 1928 à 1930, le PSA a entamé la destruction de toutes les conquêtes sociales, économiques et démocratiques de la classe ouvrière acquises au prix d'innombrables sacrifices, notamment au cours de la révolution de 1918. Après 1930, dans l'opposition, il a toléré, au nom du "moindre mal", que la classe ouvrière soit projetée dans une misère noire. Il a semé le défaitisme, la résignation en brisant les grèves et en dénonçant la lutte de classes. Il a réprimé dans le sang la résistance à la politique de crise et à la fascisation. Des centaines d'ouvriers, de chômeurs, d'antifascistes et de communistes sont tombés sous les balles de la police de ces soi-disant pacifistes socialistes, ministres de l'Intérieur dans les différentes régions. Il a divisé et affaibli le mouvement ouvrier et antifasciste par l'expulsion des militants communistes et combattifs des syndicats et des autres organisations ouvrières et par l'interdiction des organisations antifascistes combattives.

Il a été à l'avant-garde de la lutte anticomuniste et antisoviétique. Il a contribué activement au réarmement de l'Allemagne.

Il a refusé obstinément toute proposition de front uni antifasciste avancée par les communistes.

Ce faisant, il a contribué de façon décisive à la victoire du fascisme.

Comment le PSA a-t-il combattu le fascisme montant?

Les socialistes allemands auraient donc été "passifs" et "pacifistes" devant le fascisme. Voici un bref aperçu de la "lutte antifasciste passive" du PSA entre 1928 et 1932.

L'histoire est édifiante parce que, dans des circonstances différentes nous retrouvons les mêmes acteurs, les mêmes arguments, les mêmes dangers. Mais aujourd'hui, nous savons où cela a conduit.

AU GOUVERNEMENT

Aide au réarmement

Le Traité de Versailles limitait l'armée allemande à 100.000 hommes et lui interdisait la création d'une flotte. Dès le début les nazis ont fait de la lutte contre Versailles et pour une armée allemande puissante, capable de nouvelles agressions - surtout contre l'URSS - leur principal cheval de bataille. La lutte contre le réarmement constituait donc un axe essentiel de toute lutte antifasciste et anti-impérialiste. D'autant plus que dès 1924, l'Allemagne se réarme secrètement en violation du traité de Versailles. L'armée subventionne des instituts de recherche chargés de développer des prototypes, notamment pour l'aviation. Le Ministère de la Défense encourage des firmes allemandes à créer des succursales à l'étranger où elles pourront développer ces prototypes jusqu'à la réalisation pratique. Entre 1924 et 1928, le budget de la Défense augmente de 50% atteignant un dixième du budget national pour une armée d'officiellement 100.000 hommes.

Non aux cuirassés...

Pour les élections du 20 mai 1928, les communistes et les socialistes mènent campagne contre le réarmement de l'Allemagne sous le mot d'ordre: "Non à la construction de cuirassés, oui à l'aide alimentaire aux enfants".

Les socialistes (30% des voix) et les communistes (10% des voix) gagnent les

élections. Herman Müller, socialiste, devient premier ministre.

Oui aux cuirassés...

L'une des premières décisions du gouvernement Müller est la mise en chantier d'un... nouveau cuirassé pour la flotte de guerre. Les députés de son parti refusent de voter les crédits, mais ils n'obtiennent pas la majorité. Il ne leur reste qu'un moyen pour empêcher cette étape importante dans le réarmement de l'Allemagne: le soutien au référendum proposé par le Parti Communiste. Mais le PSA refuse d'y collaborer. Le cuirassé sera construit.

En 1930, le gouvernement socialiste Müller dépense autant pour son armée de 100.000 hommes que la France pour la sienne qui compte 750.000 soldats.(33)

La direction du PSA s'est rangée derrière la politique expansionniste du grand capital allemand en collaborant activement au réarmement du pays.

Le PCA par contre, appelle à des actions concrètes à chaque nouveau pas dans le réarmement. Dans beaucoup d'entreprises, il fonde des comités contre la guerre pour dévoiler et combattre la production de guerre dans les entreprises. Au parlement, Thälmann, informé par les ouvriers, dénonce la production militaire dans plusieurs entreprises. Les parlementaires du PCA dévoilent la présence des fascistes dans l'armée et exigent leur éviction. L'Internationale communiste déclare le premier août 1929 journée contre la guerre. Les comités organisent des grandes manifestations dans plusieurs villes. Ainsi, à Aix-la-Chapelle, 10.000 ouvriers, venant de cinq pays différents, manifestent pour l'internationalisme prolétarien et contre le danger de guerre. Le premier août 1930, le PCA rassemble tout seul, 100.000 manifestants à Berlin, contre les préparatifs de guerre.

Préparation du climat antisoviétique

L'existence d'un climat anticommuniste et antisoviétique fut sans aucun doute une des conditions du succès des nazis. Il ne fallait pas que le socialisme soviétique soit perçu par les travailleurs comme une alternative. La peur du bolchévisme poussa les classes moyennes dans les bras des nazis. L'hystérie antisoviétique prépara les esprits à la guerre contre le "bolchévisme". Dans ce domaine non plus, le PSA n'a pas été en reste.

"Le premier ministre Müller témoignait d'une attitude négative presque émotionnelle vis à vis de l'URSS et il rejetait brusquement la déclaration de Rapallo (34) exigée par l'URSS... La presse social-démocrate, à côté de celle du centre a eu une contribution décisive dans le climat antisoviétique croissant en Allemagne."(35)

Pendant que le gouvernement Müller décidait la construction d'un nouveau cuirassé, les dirigeants socialistes allemands accusaient l'URSS de "militarisme rouge" parce qu'elle préparait sa défense contre les préparatifs de guerre de l'impérialisme allemand.(36)

Du réformisme à la terreur sociale

Le PSA a frayé la voie au fascisme en menant une politique active de destruction des revenus et des acquis sociaux de la classe ouvrière, avec l'aide de l'appareil syndical et de tous les moyens répressifs de l'Etat, y compris la terreur. Il a aidé à précipiter la classe ouvrière dans une misère indescriptible pour renforcer la position concurrentielle du patronat allemand. Avec l'aide des directions syndicales de droite, il a brisé la résistance ouvrière par le sabotage des grèves, par l'envoi de la police, par les conciliations obligatoires et l'arrestation des dirigeants des luttes. Il est responsable de la résignation dans la classe ouvrière après toutes les défaites dans ces luttes.

Oui à la journée des 8 heures et à l'aide alimentaire pour les enfants...

La journée des huit heures est un thème important lors des élections de 1928. Pendant plusieurs années, le PCA a dirigé des luttes pour cette revendication. Le PSA le combattait sous le prétexte qu'il fallait obtenir cette revendication par la voie légale. En décembre 1927, le journal socialiste "Vorwärts" titre: "*Votez tous PSA et vous aurez la journée de huit heures*"(37)

Mais après quatre années de relance économique, s'annonce à partir de 1928 une nouvelle crise économique. Dès 1929 la production stagne et en octobre 1929 intervient le krach boursier à New York. En 1932 la production industrielle en Allemagne est tombée à 58 pourcent du niveau de 1928.

Le nombre de chômeurs explose: de 8,8% en 1927 à 44% en 1932. Début 1932 il y aura 6,1 millions de chômeurs officiellement enregistrés.

Oui à la journée des 14 heures et à l'aide financière au patronat

Le nombre d'heures prestées dans l'industrie a diminué de moitié au cours de cette période. En 1932, les capacités de production ne sont utilisées qu'à 41%, mais au lieu d'avoir la journée des huit heures, ceux qui restent au boulot doivent parfois prester jusqu'à 14 heures par jour. Le rendement par ouvrier et par heure augmente de 16%. Les salaires nets, réels diminuent de 36% entre 1928 et 1932.(38)

La classe ouvrière est précipitée dans une misère indescriptible. Les conflits entre les ouvriers et le patronat gagnent en étendue et en âpreté.(39) L'Etat intervient de plus en plus dans les luttes au moyen d'arbitrages obligatoires (40) ou par l'envoi de la police contre les piquets de grève.

Le PCA lutte pour le socialisme et la survie de la classe ouvrière

Le PCA et l'Internationale communiste, sont d'avis qu'une époque de luttes de classes aiguës s'annonce. Ils se fixent comme but d'arrêter l'évolution vers la droite et de profiter de l'affaiblissement du grand capital pour le renverser. Ceci implique inévitablement une lutte plus ferme contre les dirigeants droitiers de la social-démocratie qui partout se comportent en boucliers de l'ordre capitaliste.

Le PCA conduit les ouvriers qui luttent pour leur survie, la plupart du temps contre la volonté des dirigeants syndicaux sociaux-démocrates. Il considère que la lutte gréviste est devenue une lutte contre le système capitaliste parce que "*la lutte pour le rétablissement entier de la force de travail, la lutte pour un salaire qui équivalent à la valeur de la force de travail, est devenue un acte contre l'existence du système capitaliste.*"(41)

Face à la grave crise mondiale et l'attitude de la social-démocratie, il n'était pas question du front au sommet. Le PCA devait conquérir la majorité de la classe ouvrière, réaliser le front uni à la base et tenter de repousser l'influence des dirigeants socialistes dans la classe ouvrière. Dans cette situation de luttes de classes aiguës, le PSA favorisait en fait le camp fasciste contre la révolution.

Le PSA lutte pour la survie du système capitaliste

Dès le début de la crise, le PSA échange sa politique réformiste des années vingt contre une politique de démolition des positions politiques et des acquis économiques et sociaux de la classe ouvrière. Le gouvernement Müller et son célèbre ministre des Finances Hilferding mettent en oeuvre une politique anti-ouvrière et pro-capitaliste draconienne: en 1929 les capitalistes obtiennent 1,37 milliards de marks de diminutions d'impôts. Les impôts (indirects surtout) et les taxes qui frappent la masse de la population augmentent: deux milliards de taxes supplémentaires sur les produits de

première nécessité en 1929. Le 3 octobre 29, le gouvernement supprime ou diminue les allocations de chômage pour 1,2 millions de chômeurs. Le nombre d'exclus des allocations de chômage augmente de 500.000 en 1927 à plus d'un million en 1930.(42) En janvier 1930, 80% des sans-travail bénéficient de l'allocation de chômage mais en décembre de la même année, ils ne seront plus que 57%.(43)

La police du ministre socialiste de l'Intérieur charge contre les marches de la faim des sans-emploi faisant plusieurs tués.

DANS L'OPPOSITION

En décembre 1929, le Reichsverband der deutschen Industrie édite un memorandum sous le titre: "Essor ou déclin?". Il y exige: diminution des impôts pour les monopoles, rabotage des prestations sociales, diminution des salaires et libéralisation des règlements sur les conditions de travail. Ce programme devait être exécuté par un gouvernement disposant de pouvoirs spéciaux et sans passer par le parlement.(44) Pour le patronat, les jours des sociaux-démocrates dans le gouvernement étaient comptés. Pendant douze ans, de 1918 à 1930, la social-démocratie avait bien mérité de la bourgeoisie. Mais la profonde crise économique et le progrès des forces révolutionnaires poussaient celle-ci à recourir de plus en plus à des formes de gouvernement ouvertement fascistes.

Les "possibilités positives du national-socialisme"

Les "Deutsche Führerbriefe", le bulletin confidentiel de la Fédération de l'industrie allemande, publia dans ses numéros de septembre 1932 une étude sur les rôles distincts du fascisme et de la social-démocratie dans la consolidation du capitalisme.

Voici, en résumé, l'analyse cynique du grand capital allemand: le maintien du système capitaliste dépend de la division de la classe ouvrière. Tout front uni à la base est révolutionnaire et contre lui, même la force militaire ne prévaut pas longtemps. La bourgeoisie n'est pas assez importante pour maintenir seule sa domination. Le capitalisme a donc besoin d'une base sociale. La bourgeoisie doit s'allier des couches de la population qui ne lui appartiennent pas, mais qui lui rendent le service d'asseoir sa puissance dans le peuple. Ce soutien "le plus éloigné" pendant l'après-guerre, est la social-démocratie. Dans la période de 1923 à 1930, grâce aux avantages de salaires et la politique sociale, celle-ci a pu diviser la classe ouvrière en s'alliant une partie privilégiée et organisée de la classe ouvrière "qu'elle enchaînait solidement à l'Etat bourgeois, tandis qu'elle paralysait son énergie révolutionnaire". Le communisme était tenu à l'écart par une sorte de mécanisme d'écluse grâce auquel toute la fraction fortement organisée (dans les syndicats) de la classe ouvrière jouissait d'avantages mesurés, mais considérables par rapport à la masse variable et sans travail des couches inférieures. Ce système fonctionna assez bien jusqu'à la crise économique de 1929. Celle-ci balaya les avantages de la couche supérieure, sapant ainsi la base sociale de la social-démocratie. Le danger de l'adhésion de la classe ouvrière au communisme grandissait. Le seul moyen de sauver la bourgeoisie de l'abîme est "d'obtenir la division de la classe ouvrière et son enchaînement à l'appareil d'Etat par d'autres moyens plus rapides. C'est là que résident les possibilités positives (!) et les tâches du national-socialisme". Mais les nouvelles conditions impliquent un changement dans la forme de l'Etat. L'enchaînement à l'Etat de la classe ouvrière organisée exige le système parlementaire et le parlementarisme n'est acceptable à la bourgeoisie que si la social-démocratie réussit à contrôler et à diviser la classe ouvrière. Si le capitalisme est forcé de détruire la base de la social-démocratie, elle doit également transformer la Constitution parlementaire en une Constitution "restreinte", c'est à dire fasciste.(45) Voilà l'analyse du grand capital allemand.

Mais, dit Palme Dutt, le fascisme, qui s'appuie essentiellement sur la petite

bourgeoisie, la paysannerie et des couches arriérées du prolétariat ne peut jamais constituer la principale base de la bourgeoisie. Il ne conquiert jamais la grande masse des ouvriers industriels qui constituent la seule puissance capable de renverser le capitalisme. C'est pourquoi la social-démocratie continue à jouer un rôle dans la soumission de la classe ouvrière à la bourgeoisie. Pour garder ses positions, elle ira très loin dans la collaboration à la fascisation et dans certaines circonstances, elle collaborera même avec le fascisme au pouvoir.

Le passage de la domination de la social-démocratie au fascisme se fera graduellement. Et, au nom du "moindre mal", elle aidera à construire pierre par pierre le nouveau régime de "Constitution restreinte", creusant ainsi sa propre tombe.

De "moindre mal" en "moindre mal" jusqu'à Hitler

En mars 1930, la droite fait exclure les socialistes du gouvernement national. Arrive le gouvernement Brüning (46), du Parti du Centre, qui fait de "l'assainissement des finances publiques" son point de programme principal. Les impôts sur la population sont augmentés d'un demi milliard de marks. Le budget pour les allocations de chômage est réduit de 1%. Une "taxe d'urgence" de 4% est levée sur les revenus des fonctionnaires et des employés et des économies dans l'assurance maladie rapportent 300 millions de marks. Les taxes sur les oeufs, le blé, la viande, le lait et d'autres aliments sont parfois augmentés de 600%. Mais l'assainissement des finances publiques ne s'applique pas aux grands trusts: AEG obtient une remise de 1,7 millions de marks sur ses impôts, les mines de cuivre de Mansfeld reçoivent 7 millions de marks de subventions.

Tout cela n'émeut pas outre mesure les dirigeants du PSA.

Au nom "du moindre mal", c'est à dire pour "éviter le fascisme", la social-démocratie abandonne même son opposition parlementaire contre le gouvernement Brüning. Elle décide de le "tolérer" et de voter contre toute motion de méfiance dans le parlement. Mais "le moindre mal" ressemble de plus en plus au grand mal que les socialistes veulent éviter. Ainsi, début 1931, les dirigeants syndicaux tentent de faire accepter aux ouvriers les diminutions de salaires pour "parer à la menace d'une suppression totale des conventions collectives." (47) Mais la quatrième ordonnance d'urgence de Brüning en novembre 1931 prévoit: une diminution de 10 à 15% des revenus, le retour des salaires au niveau du 10 janvier 1927, la suppression du droit de grève, la diminution des allocations sociales et l'augmentation des cotisations, le report d'un an des élections sociales, la proclamation de l'état d'exception et... l'annulation des conventions collectives existantes. Dans les faits, cette ordonnance signifiait une diminution réelle des revenus de 27 à 29% (48) et elle conduit pratiquement à la suppression des droits démocratiques des travailleurs.

Tout en la dénonçant dans sa presse, le PSA permet par l'abstention de ses députés, le vote de cette ordonnance.

La social-démocratie paralyse et démoralise la classe ouvrière

De Vonk: "... ceci (la montée du fascisme) fut facilité par le fait que la classe ouvrière allemande était paralysée par la politique anti-PSA du PCA." (49)

Le PCA est seul à mobiliser les ouvriers et les chômeurs contre ces agressions patronales et gouvernementales inouïes. Le PSA permet le vote de ces ordonnances scélérates et avec l'aide des directions syndicales, il s'applique à les faire accepter par les travailleurs et à briser la résistance de ceux-ci par le sabotage des grèves, l'envoi de la police, les conciliations obligatoires et l'arrestation des dirigeants des luttes. Dans beaucoup de cas, les dirigeants syndicaux collaborent aux rationalisations jettant des millions d'ouvriers à la rue. Le conseil d'entreprise de Siemens (à direction socialiste)

à Berlin a défendu le licenciement de 20% des travailleurs dans les seuls premiers mois de 1930. Dans la société des transports de Berlin, le directeur socialiste a licencié massivement, surtout des communistes.

Le PCA - ou l'Opposition Syndicale Révolutionnaire (OSR) (50) - arrivent à intégrer les ouvriers social-démocrates dans les luttes. Mais ils ne réussissent pas à les y maintenir jusqu'au bout face aux manœuvres des dirigeants syndicaux. L'OSR n'est pas non plus capable de tenir longtemps à cause du manque de fonds.

La résignation dans la classe ouvrière est due en premier lieu à une longue série de défaites suite au sabotage des luttes par les dirigeants syndicaux. Elle ouvrira la voie au fascisme.

Voici une brève historique des luttes les plus importantes.

Sabotage des grèves

Fin 1928, début 1929, les ouvriers du textile de Saxe et de Thuringen mènent une grève de plus de deux mois, soutenue par les seuls communistes. La direction syndicale arrive à briser la grève en la déclarant illégale et en refusant de payer des allocations de grève.

Les sidérurgistes de Henningsdorf font grève pendant trois mois entre février et avril 1929. Ils exigent dix pfennigs d'augmentation pour compenser un peu les diminutions salariales qui vont jusqu'à 30% de leur salaire. L'OSR réussit à créer un large front uni entre les grévistes et les travailleurs mis en chômage technique. La direction locale du syndicat des métallos arrête la grève sans aucun résultat, malgré une large majorité en faveur de la continuation lors d'un référendum.

Du 26 août au 30 octobre 1929, les poseurs de tuyau de Berlin font grève sous la direction de l'OSR, contre une convention négociée derrière leur dos entre la direction du syndicat des métallos et les patrons. Les grévistes sont mis en lock-out. Le ministre du Travail social-démocrate déclare la convention obligatoire et envoie la police contre les grévistes. La direction de la grève est arrêtée et la direction syndicale organise des jaunes. La grève se termine sans résultat.

Du 21 novembre au 7 février 1930, les ouvriers du textile de Hartmannsdorf, près de Chemnitz, font grève sous la direction de l'OSR contre l'allongement de la journée de travail et pour une augmentation de salaire. Ils manifestent avec les chômeurs, mais la police du ministre socialiste tire dans le tas: il y a 5 morts et 20 blessés graves. L'état d'urgence est déclaré et les dirigeants locaux du PCA sont arrêtés. La direction du syndicat du textile refuse de poursuivre le paiement des allocations de grève. Aucune revendication n'est satisfaite.

Du 1 juin au 25 juillet 1930, 13.000 mineurs et sidérurgistes socialistes, communistes et autres, de Mansfeld font grève contre une diminution de salaires de 15%, des licenciements et l'allongement de la journée de travail. La direction de l'ADGB (syndicat sous le contrôle du Parti Socialiste) avait accepté ces revendications patronales. L'OSR réussit à convaincre les ouvriers socialistes de prendre part dans la direction de la grève. Un grand mouvement de solidarité se construit autour de cette grève: les paysans des environs apportent de la nourriture. Devant l'ampleur de la lutte, la direction syndicale et le patronat élaborent un "compromis": les salaires ne seront diminués que de 9,5%. La police est envoyée contre les grévistes. Une nouvelle défaite.

Du 14 au 31 octobre 1931, 130.000 métallos berlinois partent en grève contre une diminution salariale de 15%, pour la journée des sept heures et la semaine de 40 heures avec maintien de salaire. 85% des ouvriers s'étaient prononcés en faveur de la grève. Après s'y être opposée, la direction syndicale est obligée de reconnaître cette grève dirigée par l'OSR. La conciliation obligatoire aboutit à la même diminution de 15%, mais en deux fois. La direction syndicale réussit à miner le front des grévistes.

Le PSA défendait-il la démocratie ou collaborait-il à la fascisation de l'Etat bourgeois?

"Le PCA aussi sous-estimait totalement la différence fondamentale entre la dictature fasciste et la démocratie parlementaire bourgeoise."(51)

Pour les trotskistes, la base du front uni entre le PSA et le PCA était l'intérêt qu'ils avaient tous les deux à défendre la démocratie bourgeoise contre le fascisme montant. Cette affirmation est contraire à la réalité: la social-démocratie n'était nullement prête à défendre les libertés démocratiques contre la fascisation.

En réalité, les socialistes ont activement contribué, au niveau légal et dans les faits à paver le chemin conduisant au triomphe du nazisme. Le concept de l'Etat du PSA s'est rapproché du fascisme. Les dirigeants socialistes n'ont pas hésité à rester dans des fonctions essentielles dans un Etat qui s'orientait vers une dictature ouverte avec le fascisme comme aboutissement. Ils n'ont pas utilisé ces fonctions pour défendre les libertés démocratiques menacées mais pour diriger les coups contre les forces démocratiques et antifascistes les plus conséquentes.

Le PSA a contribué à saborder les institutions de la démocratie bourgeoise.

Non seulement il était prêt à tolérer le fascisme (et pas seulement les précurseurs Brüning et Schleicher), mais il était prêt à installer lui-même une dictature contre la classe ouvrière. Au nom de la politique du moindre mal, il a contribué à faire passer des lois et des mesures fascistes. Il a participé à la dégradation et à la suppression de fait de l'état parlementaire bourgeois et de sa Constitution. Il a concocté la loi sur "la protection de la République" qui a servi d'instrument à la victoire du fascisme.

LE PSA AU POUVOIR

Les troubles politiques font fuir les capitaux

Les dirigeants du Parti Socialiste étaient au gouvernement national et dans celui de plusieurs régions. La bourgeoisie les utilisait pour faire passer les mesures de répression contre le mouvement ouvrier. Avec des dirigeants socialistes ministres de l'Intérieur, la réaction de la classe ouvrière était plus difficile à cause de la division. La bourgeoisie impérialiste allemande se dirigeait de plus en plus vers la droite et poussait les dirigeants socialistes à une politique anticommuniste de plus en plus virulente. Les dirigeants socialistes voulaient à tout prix prouver qu'ils étaient indispensables au gouvernement pour la défense des intérêts patronaux. Müller déclare en 1930: *"Les tentatives de fomenter des troubles politiques seront réprimées avec la plus grande vigueur. La crainte de troubles politiques favorise la fuite des capitaux, mais le gouvernement est suffisamment fort (52) pour faire face à de telles tentatives."*(53)

Un grand nombre des attaques les plus graves contre le mouvement révolutionnaire, contre les droits démocratiques et les libertés des masses furent le fait du gouvernement du socialiste Müller et des gouvernements socialistes de Prusse ou d'autres régions.

Le mai sanglant de Berlin

Le chef socialiste de la police de Berlin, Zörgiebel, s'est particulièrement distingué dans ce rôle de chien de garde de l'ordre bourgeois. Il a pris sur lui d'écraser le prolétariat révolutionnaire dans les rues de Berlin. En 1929, il interdit les manifestations du Premier Mai. C'était du jamais vu depuis la chute de l'Empire. Le PCA refuse de se plier à cette provocation inouïe et est accusé par la presse socialiste de *"vouloir deux cent morts pour étouffer son agitation partisane"*.(54)

Le premier mai, 200.000 ouvriers participèrent à la manifestation interdite. La police de Zörgiebel tira et tua 33 manifestants. Les ouvriers en colère érigèrent des barricades dans les quartiers de Wedding et de Neukölln. Toute la nuit, et à certains endroits jusqu'au 3 mai, ils résistèrent à la police. Beaucoup d'ouvriers demandaient des armes. Mais le Parti Communiste jugea que la situation n'était pas suffisamment révolutionnaire et ne voulait pas livrer la meilleure partie de la classe ouvrière de Berlin au sanguinaire Zörgiebel. Il appela à cesser la résistance armée et à se retirer sans pertes et à transformer la lutte en un mouvement de masse politique.

Le mai sanglant de 1929 était l'acte de terreur le plus féroce contre la classe ouvrière allemande depuis le bain de sang dans la Ruhr en 1921. Il rappelait les massacres des "Corps Francs" du sanguinaire Noske en 1919-1920. Mais le *"socialisme policier n'a pas réussi à écraser le prolétariat révolutionnaire"*, disait Thälmann.

Interdiction du "Front rouge des Combattants"

Le 2 mai, Zörgiebel interdit le journal du PCA, la Rote Fahne. Le 3 mai, le ministre socialiste de l'Intérieur de Prusse interdit le "Rote Frontkämpferbund" (RFB, le Front rouge des Combattants), l'organisation d'autodéfense antifasciste du PCA. A l'initiative du ministre socialiste de l'Intérieur, Severing, le Bund est également interdit dans les autres régions. Le PCA n'est pas interdit pour la seule raison que Severing *"n'était pas sûr que le président Hindenburg allait lui accorder la possibilité d'enlever leur mandat parlementaire aux députés communistes"*.(55)

Ainsi les dirigeants socialistes ont poussé dans l'illégalité l'une des organisations de masse les plus importantes de la classe ouvrière.

Au Congrès du Parti Socialiste fin mai 1929 à Magdebourg, aucune voix ne s'est élevée contre le massacre du premier mai, ni contre l'interdiction du RFB et de la presse communiste.

Défendre la démocratie bourgeoise par la dictature

Au contraire, ce congrès a reconnu le bien fondé de la répression brutale de millions de communistes. Les résolutions adoptées constituaient un renouvellement du soutien du PSA à l'Etat impérialiste: *"La République de Weimar est un Etat démocratique populaire.. qu'il s'agit de défendre en cas de guerre."*(56)

Et non seulement en cas de guerre. Le PSA était prêt à instaurer la dictature en cas de menace de révolution socialiste. Le président du PSA d'après 1931, Otto Wells déclara lors de son discours à ce congrès: *"Nous devons garantir la démocratie. Si les ennemis de la République réussissent à faire un grand tort à la démocratie, alors il ne nous resterait que la dictature. Le Casque d'Acier, les nazis et leurs frères communistes (57) doivent savoir que la social-démocratie et les syndicats sauront maintenir cette dictature à travers une action responsable et une discipline inébranlable. La dictature est leur droit et celui de personne d'autre."*(58)

Les résolutions de Magdebourg conduiront à l'introduction d'une nouvelle "loi sur la protection de la République" qui prépare l'interdiction du PCA.

Sous la première loi sur la protection de la République (1923), 7.000 ouvriers avaient été condamnés à 6.000 ans de prison.(59) Officiellement, la nouvelle loi est dirigée contre l'extrême-gauche et l'extrême-droite. Mais le ministre de l'Intérieur du gouvernement socialiste de Prusse, Grzezinski, indique dès avant le vote qui en est la cible principale. Il déclare le 16 janvier 1930: *"Les lois actuelles ne suffisent pas pour mettre hors la loi le PCA. J'ai besoin de la loi sur la protection de la République pour interdire les journaux communistes."*(60) Au nom du PSA, le député Landsberg déclare que son parti est favorable à cette loi parce qu'elle *"empêchera l'Allemagne de tomber sous le joug de l'Union Soviétique"*.(61) Les nazis ne diront pas autre chose pour justifier leur invasion de l'Union soviétique en 1941.

Le lendemain de l'adoption de la loi, Grzezinski décide que les bourgmestres communistes, élus par de conseils communaux prolétariens ne seront plus officiellement confirmés dans leur fonctions. En même temps, un bourgmestre nazi est nommé en Poméranie.(62)

Cette décision est une atteinte flagrante à l'autonomie communale, mais le gouvernement socialiste n'est pas à cheval sur le respect des lois quand il s'agit des communistes.

En février 1930, la police du ministre socialiste de l'Intérieur occupe la centrale du PCA à Berlin. Elle ne respecte même pas l'immunité parlementaire des députés présents. Une répétition générale des rafles nazies après l'incendie du Reichstag.

L'analyse du PCA: contre chaque pas dans la fascisation de l'Etat et le danger du fascisme hitlérien

Début 1929 apparaissent les premiers signes indiquant que la bourgeoisie cherche à appliquer des méthodes de gouvernement plus autoritaires.(63) La "Deutsche Allgemeine Zeitung", journal de la grande industrie, appelle le président Hindenburg à "former un gouvernement qui ne serait pas paralysé par le parlement".(64) En même temps, le président de la Banque Nationale, Schacht, le futur ministre des finances de Hitler, suggère l'utilisation de l'article 48 de la Constitution (65) pour instaurer l'Etat d'urgence, dissoudre le parlement et changer la Constitution.(66) D'autres politiciens bourgeois veulent donner plus de pouvoir au président et au gouvernement au détriment du parlement.

Devant le Comité Central le 14 mars 1929, Thälmann déclare: *"La soif de profit et d'expansion de la bourgeoisie conduit à une crise politique. Elle ne se contente plus de sa forme parlementaire de domination. Des politiciens bourgeois exigent une extension des compétences du président, un renforcement du gouvernement par rapport au parlement." Il conclut: " En Allemagne se déroule lentement une transformation réactionnaire de l'appareil d'Etat bourgeois par des moyens ouvertement dictatoriaux et en partie semi-fascistes."*(67)

A son congrès du 9 juin 1929, le PCA indique relève les phénomènes de l'évolution vers le fascisme: la crise des partis bourgeois et du système parlementaire, la mise sur pied d'un appareil de répression contre la classe ouvrière et les tentatives de changement de la Constitution, l'activité accrue des organisations militaristes-fascistes et l'augmentation de leur influence dans les couches petites-bourgeoises. Thälmann décrit le rôle spécifique du nazisme: fournir une base de masse à la bourgeoisie monopoliste pour la mise en oeuvre de sa politique réactionnaire. Il critique l'interprétation des sociaux-démocrates de droite et des partis bourgeois qui considéreraient le fascisme comme un mouvement de petits-bourgeois radicalisés devenus sauvages. Cette conception niait le caractère de classe du fascisme: la cause du fascisme se trouve dans la domination du grand capital.

Le gouvernement Brüning constitue un pas important dans la fascisation qui gangrène la République de Weimar: le gouvernement, minoritaire, n'est plus responsable devant le parlement, mais gouverne avec des pouvoirs spéciaux présidentiels. Les ouvriers révolutionnaires sont mis à la porte des usines d'armement, l'immunité parlementaire de députés communistes est levée, le RFB reste interdit.

Au Comité Central du 16 juillet 1930, Thälmann insistera sur ce caractère de classe et sur le double danger qui menace le mouvement ouvrier: *"La fureur et la terreur du fascisme hitlérien, la forme la plus dégoûtante et la plus dangereuse du fascisme allemand, ne constituent qu'un aspect du danger fasciste. Il ne faut pas omettre de voir la fascisation rampante, qui est mise en oeuvre avec l'aide de l'appareil d'Etat... La bourgeoisie recourt à des méthodes de lutte plus réactionnaires, aux méthodes de la fascisation de l'appareil d'Etat... Partout on voit cette fascisation, pas seulement dans la terreur sanglante des bandes hitlériennes, mais aussi dans le programme des*

industriels, dans les méthodes politiques pour appliquer les agressions contre les salaires, dans les négociations au sein des communautés de travail basées sur la collaboration de classe, dans le fait que les industries de l'armement sont nettoyées d'ouvriers révolutionnaires, dans la levée de l'immunité parlementaire des députés, pour ne pas parler de l'interdiction du Front rouge des Combattants et de l'adoption de la loi sur la protection de la République."(68)

La lutte pour détourner les masses du fascisme

Dès les premières mesures de fascisation, le PCA passe à l'action. Le 8 mars 1929, il organise un grand meeting à Cologne sous le mot d'ordre: *"La lutte contre le fascisme est à l'ordre du jour. Contre les tendances dictatoriales de la bourgeoisie allemande."* Le dirigeant communiste belge, Jacquemotte y prend la parole.

Le 9 et le 10 mars 1929 a lieu à Berlin un Congrès International antifasciste organisé par plusieurs Partis Communistes, des intellectuels chrétiens, démocratiques et des antifascistes de plusieurs pays.

Le 31 Mars, au congrès national de la Jeunesse Communiste, Thälmann appelle au *"front uni des ouvriers communistes, socialistes et chrétiens contre le fascisme et le capital monopoliste"*.(69)

Le 4 juin 1930, le Bureau Politique du PCA vote une "Résolution sur la lutte contre fascisme". Elle dit: *"La lutte contre le fascisme est une partie intégrante de la contre-offensive ouvrière contre les attaques patronales... La lutte contre le fascisme doit être menée à une échelle très large."* La résolution critique le mot d'ordre "Frappez les fascistes où vous les rencontrez", qualifié de sectaire et opposé à la nécessité de mener la lutte politique et idéologique pour séparer la masse des suiveurs des dirigeants fascistes. *"La lutte contre le fascisme est l'affaire de toute la classe ouvrière et la réalisation du front uni à la base, le regroupement de l'ensemble de la classe ouvrière dans la lutte contre la bourgeoisie et ses agents doit devenir la base de notre lutte contre fascisme."*

Elle critique surtout la faiblesse de la lutte idéologique contre le nazisme: *"Sans lutte idéologique, il n'est pas possible de barrer la route au fascisme, de briser l'influence de sa démagogie sur les masses. Le rôle spécifique du fascisme consiste à soumettre par sa démagogie les couches petites-bourgeoises et même certaines parties de la classe ouvrière au grand capital et même d'en faire la base de masse pour la terreur contre les forces démocratiques et pour les préparatifs de guerre. Il faut frapper le fascisme là où on peut mettre en question sa fonction et où il est le plus vulnérable."*(70)

Dans ce cadre, le PCA édite le 24 août 1930, une "Proclamation sur la libération sociale et nationale du peuple allemand", diffusée à plus d'un million d'exemplaires. La proclamation démasque la démagogie nationale et sociale des nazis: ils ne servent pas les intérêts du peuple allemand, mais les visées de conquête du grand capital le plus réactionnaire. La lutte contre le fascisme ne peut se limiter à la lutte contre les troupes de choc nazies, mais doit s'attaquer aussi à ceux qui tirent les ficelles: le grand capital et les propriétaires fonciers. Les riches doivent payer la crise: les propriétaires fonciers et les capitalistes doivent être expropriés, les banques et la grande distribution doivent être nationalisées, le sol doit appartenir aux paysans et une alliance économique avec l'URSS doit être conclue.(71)

Une organisation de combat antifasciste

Pour renforcer la volonté de résistance au fascisme, Thälmann demandait qu'on renforce d'abord le parti et plus spécialement les cellules d'entreprise et le travail dans les syndicats, qu'on recrute de nouveaux membres et qu'on crée des organisations de lutte antifasciste. *"Il faut absolument réduire l'écart immense entre notre influence*

politique grandissante et la consolidation organisationnelle de cette influence. Si nous ne réussissons pas à construire le front des 4,6 millions d'électeurs au niveau extra-parlementaire, par de nouvelles méthodes, nous ne serons pas assez forts pour réaliser notre tâche historique."(72)

Le 28 septembre 30, le PCA fonde la "Ligue de lutte contre le fascisme". Thälmann disait: "Les milliers de personnes qui nous aident lors des élections, doivent devenir le noyau d'une large organisation prolétarienne de masse, sans-parti, une organisation de combat contre le fascisme qui ouvre ses portes à tous les ouvriers sans parti, socialistes et chrétiens qui sont prêts à infliger, ensemble avec nous, la défaite au fascisme."(73) Cette organisation de masse, organisée sur base de sections locales et de milices d'usine doit riposter aux agressions fascistes, mais aussi et surtout travailler parmi la masse des travailleurs. Elle doit entraîner des milliers d'ouvriers dans le front uni contre le fascisme et faire un travail idéologique parmi ceux qui sont trompés par le fascisme. En décembre 1931, la Ligue comptait 106.293 membres dans 1.658 groupes locaux et 109 groupes d'entreprise.(74)

LE PSA DANS L'OPPOSITION

Tolérer la fascisation au nom du "moindre mal"

Le 18 juillet 1930, le parlement annule un décret du gouvernement Brüning sur l'augmentation des impôts. Immédiatement, Hindenburg dissout le parlement et le 26 juillet les mesures sont promulguées sous forme d'ordonnances en vertu de l'article 48. L'Allemagne n'est déjà plus un Etat parlementaire bourgeois normal, mais une dictature présidentielle.

Le PSA possède en 1930 la fraction parlementaire la plus importante. Elle tient le sort du gouvernement entre ses mains. La direction du PSA "tolère" le gouvernement Brüning, tout comme il "tolèrera" celui de son successeur von Papen. Il soutient le gouvernement Brüning quand il applique l'article 48. Il vote contre l'abrogation des ordonnances réclamée par les communistes. Il vote l'ensemble du budget en mars 1931. Il acceptera même de mettre le Parlement en vacances pour six mois.

Il n'était pas question de contester cette ligne au sein du parti. En novembre 1930, le comité directeur du PSA exclut le service d'ordre des jeunesses socialistes qui n'approuve pas le soutien au cabinet Brüning.

Et ce que les trotskistes appellent "passivité" et "pacifisme" deviendra de plus en plus une politique criminelle d'accommodement au fascisme.

Plutôt les nazis que les communistes

La politique du "moindre mal" est une politique fondamentale du PSA. Pour lui, mieux vaut Brüning que Hitler. Mais l'anticommunisme est une politique encore plus profonde: mieux vaut Hitler que les communistes. Le PSA a toujours préféré laisser les nazis occuper des positions plutôt que de faire front avec le PCA contre leur entrée dans des gouvernements. Il a même essayé de se faire accepter sous le régime fasciste en excluant ses propres membres qui menaient la lutte contre la terreur nazie. A tous les moments décisifs, et pas seulement au début de l'émergence des nazis, le PSA a poursuivi cette politique, jusqu'au jour de sa propre liquidation.

Voici quelques étapes de cette politique de soumission criminelle.

Le 23 janvier 1930, les nazis entrent pour la première fois dans un gouvernement d'un Land, celui de Thuringen. Le nazi Frick y obtient le ministère de l'Intérieur. Il profite de sa situation pour armer et renforcer la SA et truffer la police et l'administration de nazis. On se rappelle qu'en 1923, le socialiste Ebert n'avait pas hésité une seconde

pour envoyer la troupe dans le même Land contre un gouvernement de coalition communistes-socialistes de gauche qui n'avait même pas osé armer le prolétariat. (75) Cette fois-ci Müller se borne à protester contre l'illégalité des mesures de Frick et il finira par composer avec lui en reconnaissant le fait accompli.

En même temps le PSA négocie en Prusse avec le partenaire des nazis en Thuringen, le Parti Populaire.

Plutôt aujourd'hui que demain

La terreur fasciste contre les ouvriers croît de jour en jour. Au cours de l'année 1930, plus de 80 antifascistes sont assassinés par les SA. Le climat de violence s'étend sur toute l'Allemagne. Cependant, Hitler joue au politicien respectable, soucieux de la légalité. Lors d'un procès contre des militaires nazis, le 25 septembre 1930, il est appelé comme témoin. Il y répudie, au nom de son parti, solennellement, tout bouleversement constitutionnel, et affirme: *"Notre mouvement n'a pas besoin de recourir à la force. Le temps viendra où la nation allemande comprendra nos idées. Quand nous posséderons effectivement les droits constitutionnels, alors nous formerons l'Etat de la façon qui nous semblera la bonne... cela aussi par des moyens constitutionnels."* (76)

Le PSA, qui a toujours refusé, ne fut-ce qu'une fois, d'envisager une participation des communistes à un gouvernement, est tout prêt à le croire. Le Vorwärts du 3 décembre 1931 écrit: *"Si on était sûr qu'une fois en place les nationaux-socialistes observeront les règles du jeu démocratique qu'ils prétendent suivre pour accéder au pouvoir, alors nous serions tous prêts à les laisser entrer au gouvernement et aujourd'hui plutôt que demain."* (77)

Les dieux frappent d'aveuglement ceux qu'ils veulent perdre et ils ont frappé durement le PSA. Une semaine avant cette déclaration, un transfuge nazi, un certain Schaefer, avait transmis à la police de Francfort, un document révélant les mesures prévues par les nazis une fois arrivés au pouvoir. Tout le pouvoir passerait directement aux SA. Le refus d'obéissance serait puni de mort... Toute personne âgée de seize ans au moins serait embrigadée dans le service du travail. L'authenticité du document ne fut pas contestée, mais Brüning refusa de poursuivre les nazis. (78)

Le coup d'Etat de von Papen en Prusse

Le PSA ne tardera pas à mettre en pratique cette ligne criminelle. En mai 1932, von Papen remplace Brüning comme premier ministre. Il est l'homme des industriels de la Saar et a travaillé pour le service secret allemand pendant la Première Guerre Mondiale. Les travailleurs appellent son cabinet le gouvernement des "comtes et des barons" parce qu'en dehors d'un représentant d'IG-Farben, il compte six nobles. En été 1932, von Papen destitue le gouvernement socialiste minoritaire de Prusse. Les nazis lui fournissent le prétexte.

La SA avait prévu à Altona (Hambourg) une marche provocatrice à travers un quartier ouvrier. Les communistes et beaucoup de socialistes voulaient que le gouvernement socialiste interdise cette marche. Mais celui-ci non seulement l'avait autorisée, mais sa police protégeait les nazis. Dix-sept ouvriers furent tués, la plupart par des balles de la police du préfet social-démocrate. Trois jours plus tard, le 20 juillet, von Papen déclare le gouvernement de Prusse incapable de maintenir l'ordre, le destitue et envoie un commissaire du Reich en Prusse. En fait, sous la pression des nazis, le gouvernement von Papen voulait mettre un terme à la dualité entre le Reich virtuellement dans les mains des fascistes et la Prusse, de loin le Land le plus grand, gouverné par le PSA. Severing, le ministre de l'Intérieur de Prusse, se montra fort amer devant tant d'ingratitude de la part de la bourgeoisie. Il tenta de convaincre Hindenburg de l'erreur que constituait le renversement d'un gouvernement aussi loyal

à la bourgeoisie. Pour sa défense il argua que *"le gouvernement prussien est en mesure de prouver par les statistiques de la police que l'intervention de la police a causé plus de morts et de blessés à gauche qu'à droite"*.(79)

La direction du PSA protesta verbalement contre ce qu'elle appelait une "violation flagrante de la Constitution", mais elle se soumit devant la "force". En fait il s'agissait d'un calcul tactique criminel de la part de la direction du SPD. Aux dernières élections, les partis bourgeois, dont le PSA, avaient subi de lourdes pertes en Prusse. Responsable de la misère extrême des travailleurs, le premier ministre socialiste Braun calculait qu'en continuant à gouverner il allait encore perdre des voix aux nazis ou au PCA lors des prochaines élections. Dans le parti l'idée gagnait du terrain pour laisser venir les nazis au gouvernement afin de *"confronter leurs paroles à la dure réalité des faits, même si cette expérience devait être une cure très dure pour les masses trop crédules"*.(80) Le dirigeant communiste Thälmann leur répondit au Congrès de Berlin de l'Action antifasciste, en juillet 1932: *"Il n'existe pas de tromperie plus grande et plus honteuse à l'égard des masses que celle qui consiste à leur raconter: les fascistes s'useront au pouvoir, il suffit de les laisser gouverner. Les fascistes arrivés au pouvoir n'hésiteront pas à renforcer leurs agressions extra-parlementaires contre les millions de travailleurs. En plus, une telle stratégie ne peut qu'affaiblir la volonté de combat contre les fascistes."*(81)

En effet, comment les ouvriers social-démocrates pourraient-ils combattre un parti que leurs dirigeants souhaitent voir arriver au pouvoir? Comment seraient-ils prêts à lutter contre les nazis, s'il "suffit de les laisser s'user au pouvoir"?

Le PCA proposa à la direction du PSA et du syndicat d'appeler à la grève générale pour la défense du cabinet (socialiste) Braun. Le PSA rejeta la proposition en la taxant de "provocation".

Les dirigeants socialistes ont préféré aider les nazis à entrer au gouvernement plutôt que de faire alliance avec le PCA. Ce coup d'Etat leur venait à point.

Pourtant, juillet 1932 était probablement la dernière chance d'empêcher le fascisme d'arriver au pouvoir. Goebbels disait à ce moment: *"Les rouges ont laissé passer la grande occasion. Elle ne reviendra plus."*(82) Les fascistes avaient dépassé leur apogée. Ils allaient perdre des voix aux élections de novembre 1932.(83) La réaction noire n'était pas de taille à affronter une résistance active du PSA, de leur organisation Reichsbanner, du syndicat, du PCA et du RFB. En 1920, une telle mobilisation avait permis de chasser le putschiste Kapp en quelques jours. Les ouvriers socialistes organisés dans le Reichsbanner n'attendaient que le signal de la mobilisation. Pratiquement chaque commune avait une section armée du Reichsbanner. Leur nombre se chiffrait à 250.000 en 1932.(84) Mais leurs dirigeants appelaient à patienter en attendant "d'infliger une défaite électorale à la réaction lors du prochain vote". Ils les obligeaient à "rester dans le cadre des lois démocratiques républicaines" pendant qu'eux-mêmes aidaient les nazis à arriver au pouvoir "pour que les masses fassent eux-mêmes l'expérience".

Aussi longtemps que Hitler ne viole pas la Constitution...

En 1932, le grand capital se décide définitivement en faveur de Hitler. Le 3 janvier 1933, dans la villa du banquier Freiherr Kurt von Schröder les derniers différends entre Hitler et le président Hindenburg sont aplanis. Devant le Tribunal de Nuremberg ce capitaliste pro-américain déclarera sous serment: *"Les efforts de tous les dirigeants de l'économie tendaient à faire arriver au pouvoir un homme fort, qui y resterait longtemps. Lorsque le Parti national-socialiste subit sa première défaite aux élections du 6 novembre 1932 et semblait avoir dépassé son apogée, il devint urgent de le soutenir. Le monde économique avait un intérêt commun: la peur du bolchévisme et l'espoir que les nationaux-socialistes au pouvoir créeraient une base économique et politique stable en Allemagne. Ils avaient aussi tous intérêt à ce que le programme*

économique de Hitler soit mis en pratique... notamment l'abolition du Traité de Versailles... "(85)

Le jour de l'arrivée au pouvoir de Hitler, le 31 janvier 1933, les dirigeants socialistes rejetèrent à nouveau l'offre de grève générale du PCA. Ils ne voulaient pas prendre la responsabilité d'une "guerre civile". Aussi longtemps que Hitler "ne violait pas la constitution", ils ne voulaient pas se battre. Il fallait attendre les élections du 5 mars. Même la terreur contre les communistes et certains socialistes le lendemain du 31 janvier n'a pu les faire bouger. Lorsque Hitler viola ouvertement la Constitution en supprimant tous les droits personnels, la liberté de presse et d'organisation lors de l'incendie du Reichstag (début mars), ils restèrent sur cette position. Ils ont même exclu du Parti des groupes de la jeunesse ouvrière de Berlin qui avaient commencé ce qu'ils appelaient une "lutte illégale".

La social-démocratie a jugé démocratiques ces élections du 5 mars 1933. Le journal conservateur londonien "The Times" avait pourtant écrit, quinze jours avant l'incendie du Reichstag et avant la terreur et la répression, que les conditions "rendaient impossibles des élections normales".(86) Ce n'est pas l'avis du journal socialiste britannique "Daily Herald": "Naturellement, une certaine pression fut exercée lors des élections. Il en est toujours ainsi. Mais elle fut, étant donné les circonstances, étonnamment faible... Les chiffres sont une preuve que les élections furent pratiquement libres."(87) La suppression totale de la presse communiste et social-démocrate; l'arrestation des députés communistes; les attaques des sièges des partis communiste et socialiste; l'occupation armée des bureaux communistes; la suppression de toute liberté de parole et de réunion; l'emprisonnement de milliers d'ouvriers communistes et socialistes: "une pression étonnamment faible". Pas de quoi remettre en question des "élections pratiquement libres".

Le PSA feint d'oublier tout ce qui s'est passé avant les élections et passe à l'ordre du jour. Le Vorwärts écrit: "La victoire des partis gouvernementaux leur donne la possibilité de gouverner strictement en accord avec la Constitution... s'ils décident d'utiliser leur majorité en vue de mesures restant dans le cadre de la Constitution, nous nous bornerons au rôle de critiques loyaux."(88)

Fin mars des membres de la direction du PSA visitent plusieurs autres partis de la Deuxième Internationale pour leur demander de ne pas parler de la terreur fasciste dans leurs journaux. Ils espèrent ainsi que les organisations et les journaux sociaux-démocrates échapperont à la terreur nazie. Cette démarche se fait à un moment où le mandat de députés communistes est déjà supprimé, où les premiers camps de concentration sont ouverts, où plusieurs résistants communistes et socialistes sont déjà tombés sous les balles des nazis et où plusieurs droits constitutionnels ont été abolis.

Quel que soit le régime

Encore en mars 1933, le chef des syndicats, Leipart, offre sa collaboration à Hitler: "Les devoirs sociaux des syndicats doivent être remplis quelle que soit la forme constitutionnelle du régime... Les syndicats sont prêts... à entrer en collaboration permanente avec des organisations patronales. Le contrôle par l'Etat (fasciste, nldr) d'une telle collaboration, pourrait en certaines circonstances, en augmenter la valeur et faciliter le fonctionnement..."(89)

Le 1 mai 1933 est déclaré jour férié officiel par Hitler. Les nazis et les patrons appellent les ouvriers à participer en masse aux manifestations organisées par le régime. Les dirigeants syndicaux boivent le calice de la honte jusqu'à la lie et se joignent à cet appel. Cette attitude indigne ne leur sert toutefois à rien. Le lendemain, les principaux dirigeants syndicaux sont arrêtés et les biens des syndicats confisqués. Mais le PSA va encore plus loin. Pour rester acceptable dans le régime nazi, sa direction déclare que le PSA quitte la Deuxième Internationale. Le 17 mai, les députés

social-démocrates votent pour la "révolution pacifique" de Hitler au Reichstag. Il s'agissait d'une exigence de révision du Traité de Versailles visant à lever toutes les barrières aux visées expansionnistes des monopoles allemands.

A la mi-juin, la direction du parti se distancie des déclarations anti-nazies d'émigrés socialistes à l'étranger.(90)

Cette servilité ne rapporte rien non plus au PSA. Le 22 juin 1933, le gouvernement de Hitler lui interdit toute activité politique. Un nombre considérable de fonctionnaires socialistes et syndicaux, dont le tristement célèbre ministre de l'Intérieur de Prusse, Severing, n'hésitent pas à passer aux nazis.

Toutes ces trahisons justifient les conclusions de P.Dutt à propos de l'attitude de la social-démocratie face au fascisme: *"Dans l'univers entier, la social-démocratie s'est montrée prête à s'adapter et à s'allier à chacun des gouvernements... fascistes, et même à entrer dans de tels gouvernements. Là où l'alliance ouverte n'a pas été acceptée, ce ne fut pas faute d'efforts de la part des chefs social-démocrates... Si le fascisme a rejeté les offres... de la social-démocratie... c'est parce que le fascisme allemand n'avait confiance dans aucune forme d'organisation ouvrière quelque servile que fût sa direction, à moins qu'elle ne fût complètement sous son contrôle direct et, par-dessus tout, parce qu'il n'avait aucune confiance dans la possibilité, pour une social-démocratie reconnue de maintenir son contrôle sur les ouvriers."*(91)

Qui a aidé à détruire l'organisation des ouvriers contre le capital et le fascisme?

Selon "De Vonk" *"la direction du PCA allait jusqu'à attaquer des meetings socialistes ensemble avec les nazis. Ainsi le fascisme a eu l'occasion de faire ce à quoi il était destiné: construire une machine capable de détruire complètement toute l'organisation des ouvriers afin de briser toute résistance des ouvriers à la politique de crise du système."*(92)

De ce qui précède, il apparaît clairement que le PSA a joué un rôle d'avant-garde dans la lutte pour la destruction des organisations de combats antifascistes.

Il a voté des lois qui réduisaient la force de frappe du PCA et qui allaient conduire à son interdiction par Hitler. Le RFB, le Front rouge des Combattants, la principale organisation antifasciste fut interdit sous le premier ministre socialiste Herman Müller. Ajoutons encore ici que le PSA a aussi affaibli la force de frappe antifasciste et anticapitaliste en aidant à l'exclusion des communistes des entreprises et des organisations culturelles et sportives unitaires.

Les exclusions des entreprises

La victoire du fascisme est due entre autres au fait que le PCA n'était plus suffisamment implanté dans les grandes entreprises. Malgré ses six millions de voix en 1932, le PCA n'était plus en mesure d'imposer la lutte et le front uni à la base à partir des entreprises. Il est devenu après 1930 le parti des chômeurs. Selon le responsable de l'IC Piatnitzki (93), le nombre d'ouvriers d'usine (au travail) dans le PCA a diminué de 63,3% en 1928 à 15% en 1932.

Cette situation est due en premier lieu à l'augmentation du chômage, mais aussi aux dénonciations des dirigeants socialistes et syndicaux.

Quelques exemples de la seule année 1930. Le directeur de la société des transports à Berlin licencie en masse, d'abord les communistes. Les sociaux-démocrates du conseil d'entreprise d'Opel ont souscrit à des sanctions contre les conseillers communistes.

Les socialistes divisent les organisations unitaires de la classe ouvrière

Les communistes sont exclus des organisations culturelles ouvrières unitaires. A propos de la Ligue du théâtre ouvrier et de la Ligue pour l'Esperanto, le journal socialiste *Vorwärts* du 20 avril 1930 écrit: *"La commission centrale du sport ouvrier et de l'éducation physique nous communique que ces deux organisations sont considérées comme des groupes communistes. Ces organisations et leurs sections locales ne doivent donc pas être admis dans les organisations représentatives de la culture et du sport ouvrier."*

Qui a laissé se développer la machine anti-ouvrière fasciste?

En 1927-28, les fascistes étaient encore peu nombreux, peu implantés dans les masses, divisés en plusieurs petits partis et pratiquement sans représentation parlementaire (12 députés en 1928). Toutefois, leur influence politique n'était pas négligeable. Ils avaient de nombreux liens avec les partis politiques de droite, avec des officiers et ils manipulaient en fait la direction du "Casque d'acier", l'organisation réactionnaire paramilitaire la plus importante. Cette organisation dispensait un entraînement militaire illégal à ses membres, la plupart du temps avec l'aide d'officiers de la Reichswehr. En 1927, elle compte 400.000 membres.(94) Le patronat soutenait la création de groupes du "Casque d'Acier" dans les entreprises. Cela s'appellait le "mouvement des communautés d'entreprises". Ces communautés tentaient d'influencer les travailleurs dans le sens du corporatisme, de la communauté d'intérêts entre patrons et ouvriers. Ils s'attaquaient aux communistes et aux syndicalistes.(95) Tout cela se fait sous les yeux des ministres de l'Intérieur socialistes.

Les nazis huit fois plus forts sous le gouvernement Müller

Aux élections du 20 mai 1928, les nazis n'obtiennent encore que 810.000 voix. A la fin du gouvernement Müller, aux élections du 14 septembre 1930, ils en ont 6.409.000. La politique de crise du gouvernement avait sonné le glas de toutes les promesses de la social-démocratie. Les nazis faisaient un bond décisif en avant. Durant ces années, le premier ministre socialiste a permis à Hitler de réorganiser la SA, son organisation terroriste, sur un modèle militaire jusqu'et y compris l'hébergement dans des casernes. Il se limita à lui interdire le port de l'uniforme. Il lui a permis de fonder des cellules dans les entreprises. Le préfet de police de Berlin, le socialiste Grzezinski, déclara après les élections de 1930: *"Il n'existe pas de danger nazi. Il n'y a qu'un danger communiste."*(96) Les communistes sont les victimes de la répression la plus féroce. Le PCA dit que le PSA tire avec des balles sur la gauche et mène la lutte contre les fascistes avec des télégrammes ou des blocages de fonds. Toutes les semaines, des communistes sont tués par la police de Severing, mais celui-ci se contente d'un télégramme pour protester contre la légalisation d'une organisation des jeunes hitlériennes en Thuringen. Il interdit le RFB, mais n'interdit même pas les SA, les troupes de choc des nazis. Les SA ne seront interdits que pendant deux mois, du 13 avril au 17 juin 1932 et ce sous le gouvernement Brüning. Un mois après la levée de cette interdiction, les agressions de la SA feront 99 morts et 1125 blessés dans le seul Land de Prusse. Le raid des S.A. dans les quartiers ouvriers de Hambourg, le 17 juillet 1932, coûtera la vie à 19 personnes. Ce raid était autorisé par le préfet social-démocrate.(97) Les seuls à s'opposer à la terreur nazie seront les communistes. *"Les troupes d'assaut envahirent les rues, cherchant la bagarre et trouvant souvent à qui parler, surtout chez les communistes... Au cours de seul mois de juillet 30*

communistes furent tués."(98)

On voit là combien est mensongère la version selon laquelle les communistes allemands, réservant tous leurs coups aux socialistes, auraient laissé le champ libre aux nazis.

La classe ouvrière a-t-elle été paralysée par la politique anti PSA du PCA?

De Vonk: *"... ceci (la montée du fascisme) fut facilitée par le fait que la classe ouvrière allemande était paralysée par la politique anti-PSA du PCA. Staline, le dirigeant de l'Internationale communiste à l'époque trouvait que le fascisme et le socialisme étaient en fait des jumeaux."*

Fascisme et social-fascisme

Nous avons décrit la pratique politique de la social-démocratie dans les années 28-33. Qui ne comprend que dans ces circonstances, se développa dans le PCA l'idée que le réformisme se développait en "social-fascisme"?

Après le massacre de Wedding du 1 mai 1929, aucune voix ne s'est élevée au sein du PSA pour condamner le sanguinaire Zörgiebel. Le Reichsbanner socialiste n'engage ses "groupes d'auto-défense" que pour la protection des briseurs de grèves dans des luttes dirigées par l'OSR et non contre les nazis. Ne peut-on comprendre alors que se développa, au sein du PCA, l'idée, fautive, que tous les sociaux-démocrates, même ceux de gauche, sont des petits Zörgiebel.

La direction du PCA cessa en 1928 et 1929 tout contact avec les organisations social-démocrates. Elle était arrivée à la conclusion que la social-démocratie était devenu un outil dans la mise en place du fascisme. C'est la théorie du social-fascisme.

Dans une déclaration du CC du PCA de 1930 on lit: *"Le social-fascisme n'est pas le sujet, mais l'outil de la politique bourgeoise. La social-démocratie n'est pas le dominateur, mais le laquai du pouvoir d'Etat bourgeois."*(99) Le PCA ne met pas la social-démocratie sur le même pied que le fascisme. Le PCA était tout à fait conscient du danger que représentait la montée du fascisme hitlérien. Le XII^{ème} Congrès, en juin 1929, avait constaté que *"jamais le danger fasciste dans le monde entier n'avait été aussi grand"*.(100)

Même après le mai sanglant de 1929, le PCA ne faisait pas l'amalgame entre fascisme et social-démocratie, mais comme le disait Thälmann, considérait que la social-démocratie *"agit comme une force organisatrice dans la mise sur pied d'une dictature fasciste"*.(101) Remmele, membre du Bureau Politique, écrit dans un article pour l'Internationale Communiste: *"Personne dans l'Internationale ne conteste qu'il existe des différences entre le fascisme d'un côté et le libéralisme et le réformisme de l'autre côté. Nous savons aussi... que fascisme et social-fascisme... ne sont pas identiques... Mais ce ne sont pas des contradictions qui s'excluent mutuellement... Nous disons que la démocratie bourgeoise et le fascisme sont tous les deux des formes de domination de la bourgeoisie... que le fascisme se développe sur la base de la démocratie bourgeoise, que l'un se transforme en l'autre et que le précurseur contient les germes de celui qui suit."*(102)

Une idéologie fascisante

L'accusation de social-fascisme trouve aussi sa source dans les ressemblances théoriques entre la social-démocratie et le fascisme. Plusieurs dirigeants fascistes sortent d'ailleurs de la social-démocratie: Mussolini en Italie, Pilsudski en Pologne.

Mosley en Grande Bretagne. Le collaborateur Henri De Man, président du Parti Ouvrier Belge, a longtemps travaillé comme conseiller du PSA.

Le PSA justifiait de plus en plus sa politique en recourant à des arguments trouvés dans l'idéologie corporatiste fasciste.

Son "socialisme d'Etat" se rapprochait de celui des fascistes et il a envisagé la possibilité d'une dictature.

Son idée de harmonie des classes et de la nécessité de sacrifices se rapprochaient, du moins à une époque de lutte de classe aigue de la théorie de la "communauté nationale sans distinction des classes" des fascistes.

Une logique qui aboutit au fascisme

Pour justifier sa collaboration avec la bourgeoisie, la social-démocratie a élaboré dans les années vingt plusieurs théories. La base en est toujours: les ouvriers n'ont pas intérêt à renverser le capitalisme. Ils doivent aider à le restaurer, à accroître la production. Il faut développer un capitalisme "organisé" avec la participation des syndicats. C'est "la démocratie économique" et sa pratique dans les "arbitrages obligatoires" et les "communautés de travail avec le capital". Au niveau politique c'est la participation gouvernementale des sociaux-démocrates

qui part de "l'idéologie de la redistribution". On pouvait améliorer la situation de la classe ouvrière, non par la lutte syndicale, mais par la lutte politique pour la distribution du surproduit, par une distribution plus juste des richesses sociales, par un impôt plus grand sur les riches.

Sur le plan économique

Marx avait depuis longtemps rejeté la théorie de la redistribution comme une illusion. Ce sont les propriétaires des moyens de production qui décident de la distribution du surproduit. Si dans certaines circonstances, les travailleurs voient leurs revenus augmenter, cela est uniquement dû à l'existence d'un rapport de force favorable pour la lutte salariale. Dans les années 20, le développement économique avait augmenté le niveau de vie. Il y avait peu de chômage et le patronat devait payer des salaires plus ou moins décents.

Lorsque la crise frappa, le chômage augmenta la concurrence entre les travailleurs, ce qui permit au patronat de diminuer les salaires. Lorsque la crise frappa, lorsqu'il fallait moderniser rapidement les équipements, le "surproduit" devait être exclusivement réservé au financement de cette modernisation. Pour arrêter la chute du taux de profit, il fallait diminuer les salaires et les charges patronales. C'est la logique capitaliste même. La social-démocratie, en période de crise, va donc redistribuer les richesses sociales exactement au contraire de ce qu'elle avait dit auparavant: diminutions salariales décidées par l'Etat, augmentation des impôts sur les salaires et des impôts qui touchent toute la masse, coupures dans les dépenses sociales, licenciements massifs avec l'accord des directions syndicales, sabotage des grèves, terreur policière. Tout cela a rapproché la social-démocratie du fascisme.

L'évolution de la social-démocratie est déterminée par la crise capitaliste. Choissant la camp du capital, la social-démocratie ne peut faire autrement qu'accompagner la réalisation, aussi par la terreur, de la politique capitaliste pour sortir de la crise.

Vandervelde, président de l'Internationale socialiste, proclamait à la Chambre des Députés de Belgique en 1932: *"Le capitalisme craque de toutes parts. Il ne peut être sauvé que par des mesures sérieuses et immédiates. Nous sommes à la onzième heure. Prenons garde que le prolétariat, tel Samson, ne brise les colonnes du temple."*(103)

Une application: les communautés de travail

En 1924, les directions syndicales, sous la pression de la base avaient quitté les "communautés de travail" (104) fondées en 1918. Mais en 1930, les dirigeants syndicaux et le patronat remettent sur pied ensemble des "communautés de travail centrales" pour établir une politique économique et salariale commune et pour prévenir tous les "facteurs perturbants" dans l'économie, tels que les conflits sociaux. Les dirigeants syndicaux partageaient de l'illusion qu'ils pouvaient convaincre le patronat que pour avoir des débouchés en croissance, pour éviter des crises, ils avaient intérêt à payer de bons salaires, c'est à dire à créer des clients solvables (la redistribution). Ensuite, des hauts salaires pousseraient les capitalistes à introduire des innovations techniques pour abaisser leurs coûts. Ils étaient donc aussi un facteur de progrès technologique.

Mais avec la crise, ces illusions sont également brisées. En toute logique, les dirigeants syndicaux mettent leur argumentation sur la tête. Les salaires n'aident plus à l'innovation technologique. Il faut les réduire pour permettre l'augmentation de la productivité. Dans le journal "Arbeit" du syndicat ADGB d'avril 1930, on lit: *"Le niveau actuel des salaires, en liaison avec d'autres coûts ne permet pas de travailler de façon rentable. Si on veut intégrer les chômeurs dans la production, il faut diminuer les coûts salariaux, les impôts et les prix des matières premières."*

Dans les faits les "communautés de travail" jouaient de plus en plus le rôle des corporations sous le fascisme: maintenir la production capitaliste, assurer des "postes de travail" en exploitant encore plus la classe ouvrière.

Les "communautés de travail" trouvaient leur expression pratique dans les "commissions d'arbitrage". Ces commissions rendaient des verdicts dans des conflits de travail et leur décisions étaient obligatoires. Plusieurs fonctionnaires du syndicat y siégeaient et elles montraient beaucoup de ressemblances avec le système corporatif du fascisme italien. Dans une brochure de formation éditée par le PCA on compare les deux systèmes.(105)

Dans la Charte du Travail, le programme de la politique fasciste italienne du travail, les tâches des commissions d'arbitrage sont déterminées comme suit: *"C'est l'organe dont l'Etat se sert pour intervenir dans le règlement des conflits sociaux, soit pour faire respecter les conventions existantes, soit pour fixer de nouvelles conditions de travail."*(106) "Le Journal du Syndicat", organe du ADGB écrit le 15 novembre 1930: *"Nous reconnaissons le système d'arbitrage et son caractère obligatoire dans sa forme actuelle parce que le système d'arbitrage et la déclaration d'obligation est un problème de politique d'Etat, une question fondamentale qui ne peut être traitée différemment selon la constellation politique."*(107) En clair: une "constellation politique" fasciste ne changera pas l'attitude syndicale envers le système d'arbitrage.

Le rôle du syndicat

Comment le syndicat voit-il son rôle? Dans "la Charte du Travail" fasciste cela sonne ainsi: *"Les organisations professionnelles légalement reconnues garantissent l'égalité en droit entre les employeurs et les salariés. Ils maintiennent la discipline de la production et favorisent son perfectionnement."*(108)

En juin 1930, nous lisons dans le journal syndical "Travail": *"Favoriser le développement de l'économie, de l'industrie et des exportations sont de plus en plus à l'avant-plan de sa volonté politique. La politique fiscale, douanière, du crédit, conventionnelle, des prix,... bref toute la politique économique des syndicats est fonction de la politique de production."*(109)

Leipart, le dirigeant syndical, offrira d'ailleurs à Hitler la collaboration de son syndicat au fascisme en 1933. Il justifiera son attitude avec les arguments repris ci-dessus.

On peut donc dire que pour le moins, il y a des ressemblances théoriques entre l'idéologie social-démocrate de la fin de la République de Weimar et l'idéologie fasciste, du moins dans sa version italienne.

La théorie du social-fascisme a donc des bases objectives.

Mais elle a aussi une justification subjective. Le père du réformisme social-démocrate Bernstein a dit: *"Si j'ai le choix entre le fascisme et la dictature du prolétariat, je choisis sans hésiter le fascisme."*(110)

La politique de front uni du PCA

Palme Dutt dit: *"... les forces de la classe ouvrière, si elles se fussent unies, étaient incomparablement supérieures aux forces fascistes... En novembre 1932... le total des voix social-démocrates et communistes atteignait 13.241.000 contre 11.279.000 aux nazis. Tout ceci ne s'applique qu'au chiffre des votants. Dans chaque manifestation sociale ou politique, par son organisation, son homogénéité, son rôle social, sa conscience de classe et sa puissance de lutte, la force de la classe ouvrière, si elle avait été unie, eût été infiniment supérieure à l'amalgame des voix nazies."*(111)

Mais même dans les moments de grand danger, le PSA refusait le front uni avec les communistes. Il préférait une participation gouvernementale des fascistes à l'alliance avec les communistes en 1932.

Cette ligne anticommuniste a été une constante au PSA entre 1918 et 1933, sauf lors du putsch de von Kapp.

Déjà en 1927

Le PCA et Thälmann ont à plusieurs reprises essayé de réaliser le front uni, même avec le sommet de la social-démocratie et même dans les circonstances les plus difficiles.

Retournons un moment en 1927.

Au niveau national le PSA est dans l'opposition. Début octobre ont lieu des élections au Sénat de Hambourg. Quelques semaines auparavant, la police du sénateur socialiste avait tiré dans une manifestation pour Sacco et Vanzetti. Plus de 30 ouvriers avaient été blessés et un d'entre eux avait succombé à ses blessures. Le Sénat à majorité socialiste avait profité de ces événements pour interdire en pleine campagne électorale le journal du PCA et les manifestations publiques du PCA.

Quelques jours avant les élections, l'éditorial du journal social-démocrate écrivait: *"Le seul ennemi de la classe ouvrière de Hambourg, c'est l'ennemi dans ses propres rangs, cet ennemi qui s'appelle communiste et qui n'est qu'un sale traître à sa classe, dont les mains sont salies par de nombreux crimes commis contre la cause de son frère. Voilà l'ennemi à abattre."*(112)

Mais Thälmann faisait toujours la distinction entre la direction bourgeoise du Parti Socialiste et les nombreux membres et permanents de base. Il savait qu'ils étaient influencés par le réformisme, mais il savait aussi qu'il dépendait souvent de ces socialistes et de ces syndicalistes si on allait réussir à mettre en mouvement les masses.

Après la victoire des socialistes et des communistes à ces élections, ces deux partis avaient la majorité dans le Sénat. Ils n'avaient pas besoin des partis de droite pour gouverner. Le PCA proposa dès lors aux socialistes de *"réaliser avec le PCA, avec le soutien de syndicats et de la mobilisation de la masse, des mesures sociales et démocratiques importantes: augmentation des salaires des ouvriers des services publics, programme de construction de logements, réduction d'impôts pour les petits commerçants et impôts progressifs pour les grands revenus... Le PCA est prêt à soutenir un gouvernement social-démocrate qui satisfait ces revendications*

immédiates... Il le défendra contre toutes les propositions anti-ouvrières et autres attaques des partis bourgeois."(113) Dans les faits, les dirigeants socialistes avaient déjà entamé des pourparlers avec le Parti Démocratique Allemand et le Parti Populaire Allemand, deux partis de droite. Ils ont commencé des discussions avec le PCA dans le seul but de les faire échouer: ils ne voulaient prendre comme base de discussion que le seul programme du syndicat socialiste et ils ne voulaient accepter aucun point de programme qui dépasse le cadre des lois existantes. Pour ne pas perdre la face vis à vis des travailleurs ils ne s'opposaient pas aux impôts contre les riches proposés par les communistes, mais insistaient sur la "très grande difficulté" de réalisation pratique. Enfin, ils exigeaient que les communistes participent et gouvernement, sachant très bien que cela était inacceptable pour ceux-ci. Le CC du PCA avait établi le 28 octobre 1927 que *"la participation de communistes à un gouvernement avec les socialistes, dans la situation actuelle, ne ferait que semer la confusion parmi les travailleurs. Toutefois, dans une situation de crise aigue de la domination bourgeoise, avec un appareil d'Etat affaibli, une poussée révolutionnaire des masses et la participation d'une partie significative des socialistes à la lutte anti-impérialiste active et au front uni avec les communistes, cette possibilité n'était pas exclue"*.(114)

Les socialistes refusaient donc le soutien extérieur des communistes à un gouvernement socialiste dont ceux-ci demandaient seulement qu'il réalisât ses propres promesses électorales.

Ils rompirent les négociations et formèrent une coalition avec les partis bourgeois. Cette expérience de Hambourg montra que les dirigeants socialistes, même dans l'opposition au niveau national, préféraient à chaque fois la collaboration de classes avec les bourgeois à la lutte de classe, à la lutte en front uni contre le capital. Cette attitude était un obstacle presque infranchissable.

En fait, dans les régions où ils étaient au pouvoir, les socialistes ne menaient pas une autre politique que la droite au pouvoir au niveau national.

Contre le fascisme et le capitalisme: le front uni à la base

Dans les années 28-30, placés devant la politique anticommuniste renforcée du PSA, le PCA a suivi la politique du renforcement du front uni à la base, dans les entreprises, les quartiers et les organisations de masse avec les ouvriers socialistes. Thälmann insista sur la contradiction entre l'évolution à droite des dirigeants socialistes et l'évolution à gauche des travailleurs socialistes. Il demanda qu'on distingue entre les dirigeants et les masses.

Le mot d'ordre est: *"Conquérir la majorité de la classe ouvrière pour la révolution"*.(115) La progression électorale du PCA témoigne du fait que cette conquête était en train de réussir. Il fut grand temps pour la bourgeoisie d'y mettre un terme en instaurant le fascisme.(116)

Les exemples de front uni à la base sont assez fréquents dans les usines. Plusieurs grèves démarrent avec la participation des ouvriers socialistes.(117) Mais aussi la résistance contre les agressions des S.A. est souvent organisée en commun.

L'autocritique du PCA: Les syndicats rouges

Dans sa lutte pour conquérir la majorité de la classe ouvrière et réduire l'influence de la social-démocratie, le PCA a certes commis des erreurs gauchistes. Celles-ci ont d'ailleurs fait l'objet de critiques de l'Internationale communiste tellement décriée par les trotskistes ou d'une autocritique.

Le PCA a créé l'OSR. Celui-ci a présenté des "listes rouges" lors des élections syndicales, pour enrayer le sabotage de la lutte de classe par les dirigeants syndicaux. Cela était interdit par les statuts syndicaux. Le phénomène resta d'abord très limité: des listes dans 100 entreprises sur 40.000 en 1929. Il n'était pas question de fonder un

nouveau syndicat. Cette éventualité n'était envisagée que si les travailleurs se détachaient massivement des dirigeants réformistes au cours de luttes révolutionnaires. On n'en était pas du tout là. Les tâches de l'OSR étaient: rassembler les forces révolutionnaires au sein des syndicats réformistes; accueillir les exclus et les garder en contact avec des syndicalistes restés dans le syndicat; lier la lutte des chômeurs à celle des ouvriers; préparer des luttes indépendamment de la volonté des dirigeants et se renforcer dans ces luttes de façon à pouvoir organiser plus tard les masses décues par les dirigeants réformistes dans un syndicat révolutionnaire. Lors d'élections pour les échelons inférieurs du syndicat, les listes de l'OSR remportaient des succès considérables.

L'idée des listes rouges (OSR) est d'ailleurs une conséquence du grand nombre d'exclusions de syndicalistes communistes et combatifs par les directions syndicales réformistes. Au XII^{ème} Congrès du PCA à Wedding en juillet 29, Thälmann parle de 1500 syndicalistes exclus. En octobre 29, tout le syndicat des ouvriers de la voirie de Berlin est exclu. Peu de temps après la section locale des menuisiers est exclue. Entre 1928 et 1930 plus de 1200 membres sont exclus du syndicat des mineurs, plus de 5.000 du syndicat des métallos. Des directions locales élues sont démisées de leurs fonctions, des mandats sont annulés. Les directions syndicales collaborent avec les patrons pour éliminer les communistes des usines.(118) Enfin, la politique de collaboration de classes pousse des centaines de milliers d'ouvriers à quitter le syndicat. Plus de 500.000 entre 1929 et 1931.(119)

Mais avec le recul des luttes à partir de 1930 et le recul de la présence du PCA dans les entreprises, diminue aussi l'influence de l'OSR. Des interprétations gauchistes progressent dans le PCA: certains veulent créer un syndicat rouge tout de suite. Cependant, sous l'influence de l'IC, cette ligne est combattue.

En face du fascisme

A l'automne 1932, l'opposition d'extrême-droite et fasciste lance une offensive contre Brüning. Elle fonde le front de Harzburg. L'objectif est de transformer la dictature camouflée, approuvée par le Parlement en dictature tout court.

Les partis du Centre, les syndicats et le PSA répondent en créant le "Front de Fer" d'où est exclu évidemment le PCA. Ce Front de Fer ne pouvait pas être une alternative aux fascistes. Il poursuivait la politique menée jusqu'alors. Les travailleurs refusaient de se battre pour un tel front qui ne leur proposait pour tout avenir que la soupe populaire.

En novembre 1931, le PCA a redéfini sa politique de front uni. Thälmann déclare que le PCA a été trop optimiste à propos de la perte d'influence rapide des nazis. Au CC du PCA, plusieurs intervenants demandent un changement. Pieck, représentant du PCA à l'IC envisage la possibilité que *"le fascisme vienne au pouvoir en Allemagne sans que le PC soit en mesure de déclencher des luttes sérieuses"*.(120) Thälmann envisage la possibilité pour la bourgeoisie de *"sortir de la crise actuelle sans que la révolution prolétarienne arrive"*.(121) Sous la pression de l'Internationale communiste, le PCA édite alors une déclaration: *"Nous sommes prêts à lutter en commun avec toute organisation qui regroupe des ouvriers et qui veut réellement mener la lutte contre les diminutions de salaires et la destructions des assurances sociales."*(122)

L'Internationale communiste soutenait cette politique de front uni, mais mit en garde contre une interprétation opportuniste de cette politique. Elle exigea que les offres adressées au sommet du PSA soient accompagnées d'un travail d'explication devant les masses. Les alliances au sommet devaient répondre aux conditions suivantes: avoir un caractère antifasciste, les masses devaient être informées sur cette politique et la direction du PSA devait au moins être amenée à combattre pour les droits démocratiques. Sans cela, une politique de front devient de l'opportunisme et ne

renforce pas le camp des antifascistes.

Les tendances gauchistes qui existaient encore dans le PCA sont critiquées par l'IC.

Voter Hindenburg, c'est voter Hitler

Le PCA a encore renforcé sa politique de front uni à partir de 1932. Il a essayé d'établir une unité d'action antifasciste extra-parlementaire avec tous les ouvriers socialistes, avec les niveaux inférieurs et intermédiaires du PSA. Dans certains cas, il a offert le front uni au sommet.

Avec l'accord de l'Internationale communiste, il a à plusieurs reprises tenté des alliances antifascistes avec la fraction parlementaire du PSA.

En mars 1932 il fallait élire un nouveau président. Les nazis proposaient Hitler. Une partie de la bourgeoisie, représentée par le Parti du Centre soutenait le président sortant, le monarchiste Hindenburg. Le PSA refusa de proposer un candidat commun avec le PCA et soutenait Hindenburg sous le mot d'ordre: "Battez Hitler - votez Hindenburg". Thälmann se présenta alors au nom du PCA. Le PCA menait campagne sous le mot d'ordre: "Voter Hindenburg, c'est voter Hitler. Voter Hitler, c'est voter pour la guerre". Neuf mois plus tard le président Hindenburg nommait un nouveau premier ministre: Adolf Hitler.

L'action antifasciste

En mai 1932, le PCA a pris l'initiative d'un rassemblement au sein de "l'Action antifasciste". Le 10 juillet, le premier Congrès régional de Berlin-Brandebourg réunit 1.500 délégués élus, dont 954 sans parti et 132 socialistes.

Le PCA fera encore plusieurs autres propositions au sommet au PSA dans le cadre de l'action antifasciste et au niveau de la lutte parlementaire.

La direction du PCA de Berlin-Brandebourg envoya une proposition de manifestation commune contre le fascisme à la direction du Reichsbanner et du syndicat.

La fraction communiste essaya d'empêcher l'élection d'un président de Land nazi en Prusse le 20 juin 1932. Elle renonça à proposer son propre candidat et voulut soutenir le candidat du centre et du PSA à deux conditions: le rétablissement de la liberté de presse et de manifestation et la non-exécution des ordonnances d'urgence du gouvernement von Papen en Prusse. Le PSA rejeta ces conditions.

Au XII^{ème} plénum du Comité Exécutif de l'IC, Knorin disait: *"Le PCA devait appliquer une tactique parlementaire compliquée. Il a voté à plusieurs reprises pour des candidats socialistes au parlement pour éviter que des fascistes n'arrivent à des postes dirigeants... Cette tactique était tellement compliquée parce que le PCA ne pouvait laisser subsister aucune illusion qu'elle soutenait le système de Weimar... En même temps elle devait combattre parmi les masses ouvrières contre la social-démocratie."*(123)

Antifascistes: dehors

La direction du PCA essaya de toutes ses forces de gagner les membres et le cadre moyen du PSA à la lutte commune contre le fascisme.

Le 8 juillet, Thälmann répond à des questions de 20 permanents du Reichsbanner et du PSA. Le ton et le contenu montrent la volonté d'unité avec toutes les forces antifascistes. Alors qu'auparavant, le PCA considérait que le front uni à la base impliquait que les ouvriers socialistes quittent leur parti, il explique que "l'Action antifasciste...est un mouvement de masse où se rassembleraient tous les ouvriers désireux de combattre le fascisme, à quelque parti qu'ils appartiennent"

Mais la direction du PSA s'en tenait obstinément à sa politique d'unité avec la bourgeoisie et de soutien à l'Etat bourgeois. Le refus criminel de front uni lors du

coup d'Etat de Papen en Prusse en est le témoignage le plus lourd de conséquences.(124)

Elle interdisait à ses membres tout contact avec les communistes. Dans une directive de la direction nationale du PSA datée du 28 juin 1932, toutes les négociations avec le PCA sont interdites. Les infractions à cette directive furent sanctionnées.(125)

Directement après la prise du pouvoir par Hitler, début février 1933, les dirigeants socialistes et syndicaux rejetèrent à nouveau la proposition du PCA d'appeler à la grève générale. Ils invoquèrent le faux prétexte que cette grève leur était "imposée" sans concertation par le PCA alors que celui-ci avait offert la veille "*d'appeler ensemble à la grève générale*".(126)

Le 5 mars 1933, l'Internationale communiste lança un appel au front uni à tous les partis de la Deuxième Internationale socialiste. Le 6 mars, le Bureau cette Internationale rejeta cette offre.(127)

Même en 1935, la direction du PSA rejeta encore des propositions d'unité d'action du PCA.(128)

La responsabilité historique de la social-démocratie

Le front uni de la classe ouvrière, qui seul eût pu battre Hitler, ne s'est pas réalisé parce que la direction du PSA et du syndicat boycottèrent toutes les tentatives de lutte antifasciste communes avec le PCA. La social-démocratie contrôlait la majorité de la classe ouvrière. Les neuf dixièmes du prolétariat industriel étaient organisés dans les syndicats dirigés par la social-démocratie. Elle détenait donc la clé de l'action de la classe ouvrière.

Palme Dutt énumère quatre causes décisives de la victoire du fascisme en Allemagne. "*Premièrement, l'étouffement de la révolution de 1918, la destruction au nom de la "démocratie", de la puissance ouvrière, la restauration de la dictature capitaliste et la sauvegarde des institutions réactionnaires de l'ancien régime... Deuxièmement, le soutien par le PSA et les syndicats de la dictature Brüning et des différentes formules dictatoriales qui préparèrent le fascisme. Troisièmement, le rejet par la social-démocratie du front unique de la classe ouvrière... Quatrièmement, le refus de la social-démocratie et des chefs des syndicats de résister à Hitler lors de son accession au pouvoir ou lors du début de la terreur nazie.*"(129)

Notes

- (1) Supplément à la Gauche, *Le mouvement antiraciste, le PTB et nous*, 18/3/92, p.3.
- (2) Brochure *De Vonk*.
- (3) idem.
- (4) Palme Dutt, *Fascisme et Révolution*, p.174.
- (4bis) Bernstein, *Les Prémisses du Socialisme*, p.127. Cité dans G.Badia, *Histoire de l'Allemagne contemporaine*, Editions Sociales, 1962, p.37.
- (4ter) Bernstein au Congrès de Dresden du PSA. Cité dans Badia, o.c., p.38.
- (4quater) Bernstein, *Les prémisses...*, p.150. Cité dans Badia, o.c. p. 38.
- (4cinquo) Bernstein, *Les prémisses...*, p.143. Cité dans Badia, o.c. p.39.
- (5) Ernst Thälmann, *Eine Biographie*, Verlag Marxistische Blätter, Frankfurt am Main, 1980, p.44.
- (6) idem, p.46.
- (7) Lénine, *Oeuvres complètes*, Tôme XXI, p.21.
- (8) idem, p.12.
- (9) Fragen an die deutsche Geschichte, catalogue (d'inspiration social-démocrate, ndlr) de l'exposition historique permanente au Reichstag à Berlin, p.266.
- (10) G.Badia, *Histoire de l'Allemagne contemporaine*, Editions Sociales, 1962, p. 98.
- (11) idem, p.102.
- (12) idem, p.109.
- (13) Fragen an die deutsche Geschichte, catalogue de l'exposition historique au Reichstag à Berlin, p.270.
- (14) K.Liebknecht, *Gesammelte Werke IX*, p.595.
- (15) Badia, o.c., p.112.
- (16) Fragen an die deutsche Geschichte, catalogue de l'exposition historique au Reichstag à Berlin, p.270-71.
- (17) *Historia*, no. 131 de 1970, p.968.
- (18) Palme Dutt, *Fascisme et Révolution*, p.135.
- (19) Alexander von Plato, *KPD und Komintern, Sozialdemokratie und Trotzkismus*, Oberbaumverlag Berlin, 1973, pp. 106-116.
- (20) Brandler, *rapport au VIème Congrès*, Berlin 1923. Cité dans Plato, p.105.
- (21) Badia, o.c., p.194.
- (22) Cité dans "Thälmann, eine Biographie", p.185.
- (23) De 1924 à 1930, l'Allemagne a emprunté 25 à 30 milliards de dollars, dont la moitié à long terme. Les financiers américains fournirent environ 70% de ces sommes. (Badia, o.c., p. 213)
- (24) Auteur de "La révolution trahie", livre sur la révolution allemande de 1918-19.
- (25) Mowrer, *Germany puts the clock back*, p.144. Cité dans Palme Dutt, p.133.
- (26) Palme Dutt, o.c., p.133.
- (27) Une deuxième "Loi sur la protection de la République" sera votée en 1930, lors de la montée du fascisme. Les communistes en seront pratiquement les seules victimes.
- (28) Badia, o.c., p.184.
- (29) Des membres de cette organisation assassinèrent entre autres en 1922 le ministre des Affaires Etrangères, Rathenau parce qu'il avait signé le traité de Rapallo avec l'URSS.
- (30) Cité dans Palme Dutt, o.c., p.182.
- (31) idem, p.180.
- (32) Brochure *De Vonk*.
- (33) Badia, o.c., p.271.
- (34) Cité dans A. von Plato, o.c., p.205.
- (35) Weingartner, *Staline et la montée de Hitler*, Berlin 1970, p.21. (Livre pourtant sous l'influence des thèses trotskistes.)
- (36) Ernst Thälmann: o.c., p.406.
- (37) Dans Badia, o.c., p.249.
- (38) Alexander von Plato, o.c., pp.165-167.
- (39) Le nombre de grévistes était de 723.415 en 1928 contre 493.680 en 1927. Source: Alexander von Plato: o.c., pp 165-168.
- (40) Correspond à notre conciliateur social, mais les décisions de cet arbitrage ont un caractère obligatoire. Les arbitres étaient souvent des fonctionnaires social-démocrates.
- (41) David, *La faillite du réformisme*, p.118.
- (42) idem, p.198.
- (43) Badia, o.c., p.282.
- (44) Thälmann, o.c., p.448.
- (45) Cité dans Palme Dutt, o.c., p.234 et suivantes.
- (46) Brüning est un de ces "paladins du Kaiser" que le PSA a laissé en place en 1918. A cette époque Brüning, officier de l'armée impériale, dirigea la répression contre les forces révolutionnaires à Aix-la-Chapelle. Il s'en vantera souvent plus tard (voir Badia, o.c., p.270).
- (47) Badia, o.c., p.283.
- (48) Alexander von Plato, o.c., p.209.

- (49) Brochure Blockbusters.
- (50) Regroupement des syndicalistes communistes, combattifs, ou exclus par les directions syndicales. Les buts de l'organisation étaient: établir des listes lors des élections syndicales pour obtenir des fonctions à la base et dans le cadre moyen du syndicat, constituer des directions de lutte indépendantes des directions syndicales en cas de sabotage par ceux-ci, établir des liens entre chômeurs et travailleurs actifs, repêcher tous les ouvriers exclus du syndicat. Voir plus loin.
- (51) Supplément à la Gauche, *Le mouvement antiraciste, le PTB et nous*, 18/3/92, p.3.
- (52) Cette force se paie d'ailleurs. Les crédits consacrés par les "Länder" à la police sont très élevés, surtout en Prusse. Les communistes dénonceront particulièrement les 460.000 marks par an consacrés à l'entretien des chiens policiers (soit 54 marks par chien et par mois) alors que 5 pfennigs seulement sont prévus pour les enfants des prolétaires. (Badia, o.c., p.271).
- (53) Inprekorr 1930, no 25, p.586.
- (54) Vorwärts, 20 avril 1929.
- (55) Severing, *Mein Lebensweg*, p.187. Cité dans Badia, o.c., p.259.
- (56) Protokoll SPD Parteitag Magdeburg 1929, p.14. Cité dans Thälmann, *Eine Biographie*, p. 422.
- (57) L'anticommunisme virulent apparaît clairement dans cette comparaison.
- (58) Cité dans le discours de Thälmann au XIII^{ème} Congrès du PCA à Berlin, p.74 des compte-rendus.
- (59) idem, p.200.
- (60) Inprekorr, 1930, no. 6, p.96. Cité dans Alexander von Plato, o.c., p.200.
- (61) idem, no. 25 du 13/3/30, p.587.
- (62) Alexander von Plato, o.c., p.201.
- (63) Voir ci-dessus: "Les possibilités positives du national-socialisme".
- (64) Thälmann, o.c., p.412.
- (65) L'article 48 de la Constitution de Weimar permet au Président de suspendre les droits fondamentaux et autorise le premier ministre à gouverner à coup de décrets-lois ou ordonnances.
- (66) Thälmann, o.c., p.412.
- (67) idem, p.414.
- (68) idem, pp.471-472.
- (69) idem, p.413.
- (70) idem, p.468.
- (71) idem, p.478.
- (72) idem, p.487.
- (73) idem, p.487.
- (74) Alexander von Plato, o.c., p.262.
- (75) Inprekorr no. 10, 1930, p.231. Cité dans Alexander von Plato, o.c., p.21.
- (76) Shirer, *Le troisième Reich*, éd. Le Livre de Poche, p.183.
- (77) Badia, o.c., p.275.
- (78) idem, p.288.
- (79) Memorandum de Braun-Severing à Hindenburg, B.Z. am Mittag, 19/7/32. Cité dans Palme Dutt, o.c., p.257.
- (80) Baay, *Der andere 20.Juli*, in Die Zeit no. 29, 21/7/72. Cité dans Plato, o.c., p.209.
- (81) Badia, o.c., p.298.
- (82) Baay, o.c. Cité dans A. von Plato, o.c., p.212.
- (83) De 13.745.000 voix à 11.737.000, alors que le PCA augmente de 5.282.000 à 5.980.000 voix.
- (84) Alexander von Plato, o.c., p.212.
- (85) Cité dans "Geschichte der deutschen Arbeiterbewegung", Berlin 1966, Band IV, p.606.
- (86) Cité dans Palme Dutt, o.c., p.202.
- (87) idem, p.203.
- (88) idem, p.203.
- (89) A. von Plato, o.c., p.208.
- (90) *Neueste Zeit*, édité par Volk und Wissen, VEV-Berlin 1959, p.15.
- (91) Palme Dutt, o.c., p.266.
- (92) Brochure Blockbusters.
- (93) Inprekorr, no. 63, 1932.
- (94) Badia, o.c., p.254.
- (95) Les socialistes, comme décrit plus loin, étaient désarmés idéologiquement devant cette offensive corporatiste. Dans le parti, beaucoup de dirigeants véhiculaient des conceptions similaires. N'oublions pas que jusqu'en 1933, le collaborateur belge Henri De Man était un des conseillers du PSA. Voir dans le chapitre sur le social-fascisme.
- (96) Badia, o.c., p.298.
- (97) idem, p.304.
- (98) Shirer, o.c., p.216.
- (99) idem.
- (100) idem.
- (101) Thälmann, o.c., p.423.
- (102) *Die Theorie vom Bonapartismus*, cité dans Alexander von Plato, o.c., p.215.
- (103) Le peuple, 7 mai 1932. Cité dans Palme Dutt, o.c., p.249.
- (104) A. von Plato, o.c., p.248.